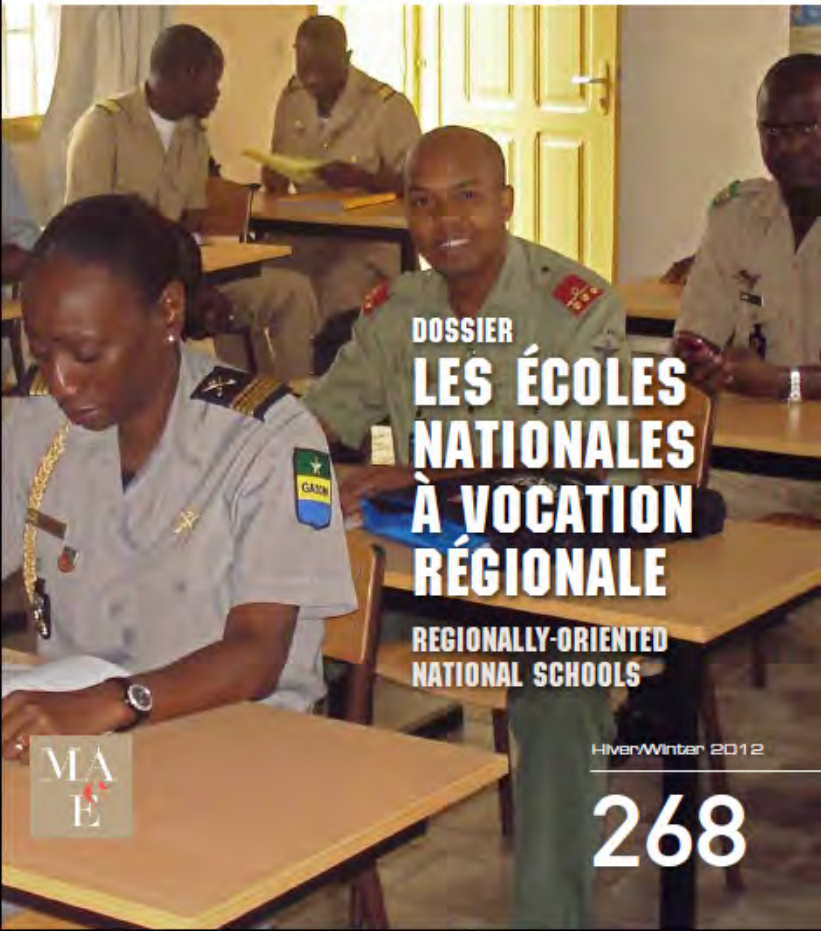
DCSD

Partenaires sécurité défense

Revue de la coopération de sécurité et de défense



DOSSIER

LES ÉCOLES NATIONALES À VOCATION RÉGIONALE

REGIONALLY-ORIENTED NATIONAL SCHOOLS

MAE

Hiver/Winter 2012

268

Ministère des affaires étrangères et européennes

Direction de la coopération de sécurité et de défense

37, quai d'Orsay – 75700 Paris 07 SP
Tél. : 01.43.97.94.24

E-mail : contact.dgp-dcsd@diplomatie.gouv.fr

Site internet :
www.diplomatie.gouv.fr/fr/cooperation-securite-defense

Directeur de la publication :
Général de corps d'armée Bruno Clément-Bollée

Rédacteur en chef :
Lieutenant de vaisseau Stéphanie Peyraudeau

Contributeurs :
Mathilde Boulay

Brèves :
Commissaire en chef de 2e classe Eric de BEAUREGARD
Lieutenant-colonel Dominique WANECQUE
Chef de bataillon Benoît THIELLEUX
Colonel Yves DÉPIT
Capitaine Fabrice REVEL

Dossier :
Mathilde BOULAY
Colonel Bernard FREDUNG
Coopérants en poste dans les ENVR

Focus :
Lieutenant-colonel Arnaud de PAMPELONNE

Réseau coopération :
Commissaire de police Philippe DUPORGE
Capitaine de police Bertrand DESQUIENS

Perspectives :
Capitaine Sébastien BERGEON

Conception graphique :
© Maquette DILA

Impression :
DILA

Crédits photos :
©MAEE, EMSOME, UN Photo-Albert Gonzalez Farran (p. 16, photo du haut), UN Photo-Albany Associates (p. 16, photo du bas), CAECOPAZ (p. 36-37), Marine nationale (p. 40)

Avertissement au lecteur :
« En application de la loi du 11 mars 1957 (art. 41) et du code de la propriété intellectuelle du 1er juillet 1992, toute reproduction partielle ou totale à usage collectif de la présente publication est strictement interdite sans autorisation expresse de l'éditeur. Il est rappelé à cet égard que l'usage abusif et collectif de la photocopie met en danger l'équilibre économique des circuits du livre. »

© Direction de la coopération de sécurité et de défense
ISSN : 2118.0911

ÉDITO

2010, ouverture de l'école de génie-travaux au Congo. 2011, ouverture de l'école de sécurité maritime en Guinée Équatoriale. 2012, école de protection civile à l'étude au Burkina Faso… Près de quinze ans après son lancement, le réseau des écoles nationales à vocation régionale est en pleine forme. Plus que jamais actif, il reste emblématique de la mission de formation de la DCSD.

Traduction concrète d'une volonté africaine de s'approprier la formation, ces seize écoles nationales, soutenues par la DCSD, forment aujourd'hui annuellement près de 2 400 stagiaires africains venant de tout le continent. Depuis leur création, ce sont plus de 15 000 stagiaires venant de trente pays africains qui ont pu profiter de l'enseignement qui y est dispensé. Maintien de la paix, sécurité intérieure, formation stratégique et d'état-major, santé, génie, déminage, administration, logistique, aéronautique, sécurité maritime… tous les domaines classiques de la coopération d'ordre sécuritaire sont explorés. Appropriation, transparence, engagement dans la durée, rayonnement, tous les principes d'action d'un partenariat de qualité y sont à l'honneur.

Facteur d'intégration pour le continent, pilier de la formation de cadres et d'experts, les ENVR participent sensiblement à la construction de l'Architecture africaine de paix et de sécurité (AAPS). Aussi, le réseau des ENVR, unique en son genre, retient légitimement et de plus en plus l'attention intéressée de la communauté internationale. Et logiquement, il progresse sur la voie de la multilatéralisation. À ce titre, l'exemple le plus notable est certainement celui de l'école de maintien de la paix de Bamako. Vrai succès en matière de coopération internationale, elle est désormais soutenue par un conseil d'administration constitué de dix pays partenaires.

Sans nul doute, le réseau des ENVR africaines méritait bien une présentation complète. C'est donc le thème qui vous est proposé pour ce premier numéro de *Partenaires sécurité défense* de l'année 2012.

Bonne année nouvelle et bonne lecture à tous !

Le général de corps d'armée **Bruno Clément-Bollée,**
Directeur de la Coopération de Sécurité et de Défense

2010, opening of the construction engineer school in Congo. 2011, opening of the Maritime Safety School in Equatorial Guinea. 2012 , Civil Protection School under consideration in Burkina Faso ... Nearly 15 years after its launch, the network of Regionally-Oriented National Schools (ENVR) is flourishing. More active than ever, it remains emblematic of the training mission of the DCSD.

Concrete expression of an African willingness to take ownership of education, the sixteen national schools, supported by the DCSD, train now each year nearly 2,400 African students from across the whole continent. Since this network was created, more than 15,000 trainees from 30 African countries have benefited from the teaching it has provided. Peacekeeping, internal security, strategic and military staff training, health, engineering, mine clearance, administration, logistics, aviation, maritime safety ... all the classic areas of security cooperation are explored. Ownership, transparency, long-term commitment, influence, all the principles of action for a quality partnership are in the spotlight.

As a factor of integration for the continent and a pillar of managers and experts' training, ENVRs are significantly involved in the establishment of the African Peace and Security Architecture. Thus, this unique network of ENVRs interests rightfully more and more the international community. And logically, it progresses towards multilateralisation. As such, the most notable example is certainly the peacekeeping school of Bamako. A real success in international cooperation, it is now supported by a board composed of ten partner countries.

Undoubtedly, this unique network of African ENVRs deserves a full presentation. This is the theme chosen for the first 2012 issue of "Partenaires Sécurité Défense".

Happy New Year and enjoy your reading!

SOMMAIRE

03 ÉDITO

05 BRÈVES

05 **Sécurité maritime : séminaire de lancement du projet ASECMAR du Fonds de solidarité prioritaire**
Maritime Safety: launching seminar of the ASECMAR Priority Solidarity Fund project

06 **Formation de trente-cinq gendarmes sur les Droits de l'homme**
Training of 35 gendarmes on Human Rights

06 **Cérémonie de remise des diplômes à l'académie militaire Major General Hayelom Araya**
Graduation ceremony at the Major General Hayelom Araya Military Academy

07 **Réunions d'experts du G8 présidées par la DCSD**
Meeting of G8 experts chaired by the DCSD

08 **Mission d'évaluation en République centrafricaine du DCSD**
Assessment mission in Central African Republic by the DCSD

09 **Exercice Niam Sar 2011** / *2011 NIAM SAR exercise*

08 DOSSIER

LES ÉCOLES NATIONALES À VOCATION RÉGIONALE
REGIONNALY-ORIENTED NATIONAL SCHOOLS

11 **Le concept des ENVR** / *The concept of ENVR*

15 **Les ENVR, une contribution à la paix, la stabilité et la sécurité en Afrique subsaharienne**
ENVRs, a contribution to peace, stability and security in Sub-Saharan Africa

18 **La formation militaire générale** / *General military training*

20 **La formation militaire technique ou spécialisée**
Technical or specialized military training

23 **Le réseau des écoles nationales à vocation régionale** / *Network of ENVRs*

24 **La formation militaire de santé** / *Military medical training*

26 **La formation en sécurité intérieure** / *Internal security training*

28 **La formation aux opérations de maintien de la paix** / *Peacekeeping operations training*

29 **L'école de maintien de la paix (EMP) de Bamako : un cas particulier**
Peacekeeping school (EMP) of Bamako: a specific case

31 **Les nouveaux partenariats** / *New partnerships*

36 FOCUS

36 **Actions de la DCSD en Amérique latine** / *DCSD actions in Latin America*

38 RÉSEAU COOPÉRATION

38 **Un nouveau projet d'appui à la sûreté de l'aviation civile en Afrique**
A new project in assistance with the safety of the civil aviation in Africa

40 PERSPECTIVES

40 **La politique de coopération « sécurité et défense » en 2012 : entre contrainte budgétaire et ouverture**
"Security and defence" cooperation policy in 2012: between budgetary constraint and opening

42 LA DSCD ET VOUS

BÉNIN

SÉCURITÉ MARITIME : SÉMINAIRE DE LANCEMENT DU PROJET ASECMAR DU FONDS DE SOLIDARITÉ PRIORITAIRE

Le projet mobilisateur du Fonds de solidarité prioritaire ASECMAR (« Appui au renforcement du secteur de la sécurité maritime dans le Golfe de Guinée ») a été officiellement lancé lors du séminaire régional de Cotonou (Bénin) du 8 au 10 novembre 2011.

Ce projet de coopération, conçu par la DCSD et financé par le MAEE, est doté d'un budget de 800 000 euros sur trois ans au profit de trois pays (Bénin, Ghana et Togo) et de la CEDEAO. Il vise à améliorer l'exercice de la souveraineté des États côtiers sur leur zone de responsabilités en soutenant les différentes administrations nationales impliquées dans la sécurité intérieure et l'action de l'État en mer, tout en promouvant un renforcement de la coordination régionale. Il pourrait être étendu en 2012 à la Guinée-Conakry, à la Côte d'Ivoire et au Nigeria, avec des financements additionnels.

Ce séminaire de lancement a permis de réunir, outre les délégués des trois pays, des représentants de l'Organisation maritime internationale (OMI), de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), de la Communauté économique des États d'Afrique centrale (CEEAC), de la Commission du Golfe de Guinée et de l'Organisation maritime des États d'Afrique de l'Ouest et du Centre (OMAOC), ainsi que des experts des Nations unies et de l'Union européenne. La Côte d'Ivoire et le Nigeria étaient également présents sous statut d'observateur. Il a été l'occasion de dresser un état de l'insécurité maritime dans le Golfe de Guinée, de détailler les menaces qui en découlent et d'émettre des recommandations concrètes qui permettront de définir rapidement les premières actions à réaliser et qui seront financées par le biais du FSP.

MARITIME SAFETY: LAUNCHING SEMINAR OF THE ASECMAR PRIORITY SOLIDARITY FUND PROJECT

The mobilizing project of the Priority Solidarity Fund ASECMAR ("Support for maritime security sector in the Gulf of Guinea") was officially launched at the regional seminar in Cotonou (Benin) held from November 8th to 10th.

This 3 years cooperation project conceived by the DCSD and funded by the French Ministry of Foreign and European Affairs, has a budget of € 800.000 for the benefit of three countries (Benin, Ghana and Togo) and ECOWAS. It aims to improve the exercise of sovereignty of coastal States in their area of responsibility by supporting the various national authorities involved in Interior Security and in State action at sea, while promoting the strengthening of regional coordination. It could be extended in 2012 to Guinea (Conakry), Côte d'Ivoire and Nigeria, with additional funding.

The launching seminar brought together, in addition to the delegates from the three countries, representatives of the International Maritime Organization (IMO), the Economic Community of West African States (ECOWAS), the Economic Community of Central African States (ECCAS), the Gulf of Guinea Commission and the Maritime Organization of West and Central Africa (MOWCA), as well as experts from the United Nations and the European Union. Cote d'Ivoire and Nigeria were also present as observers. It was an opportunity to draw an inventory of maritime insecurity in the Gulf of Guinea, to detail the resulting threats and to make concrete recommendations that will to identify quickly the first actions to perform through the FSP funding.

MADAGASCAR

FORMATION DE TRENTE-CINQ GENDARMES SUR LES DROITS DE L'HOMME

Sous l'impulsion de l'attaché de sécurité intérieure près l'ambassade de France à Madagascar et avec le soutien du projet « appui à la sécurité intérieure – gendarmerie », le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a effectué une formation sur le thème des Droits de l'homme (DH) du 10 au 14 octobre 2011 à Tananarive. Particulièrement motivés, trente-cinq officiers, gradés et gendarmes provenant des forces d'intervention de la Gendarmerie nationale, du Centre des formations spécialisées et de la circonscription de la Gendarmerie nationale de Tananarive, ont suivi durant cinq jours un module sur les Droits de l'homme et sur la gestion démocratique des foules. Cette formation interactive, entre le délégué des forces armées et de sécurité du CICR et les stagiaires acteurs responsables de l'application des lois, a été extrêmement fructueuse et enrichissante. Elle s'inscrit parfaitement dans les actions de coopération de gendarmerie qui vise au renforcement du savoir-faire et du savoir-être des officiers de police judiciaire de la Gendarmerie nationale malgache.

TRAINING OF 35 GENDARMES ON HUMAN RIGHTS

Spurred on by the internal security attaché of the French Embassy in Madagascar, the International Committee of the Red Cross (ICRC) conducted, in October 2011, a training on the theme of Human Rights (HR) in Antananarivo with the support of the project "Support for Interior Security - police". Highly motivated, 35 officers from the Gendarmerie intervention forces, the specialized training Centre and the Constituency of the National Gendarmerie of Antananarivo, followed a five-day module on human rights and the democratic management of crowds. This interactive training, between the ICRC delegate to the Armed and Security forces and trainees, all responsible actors for law enforcement, has been extremely fruitful and rewarding. It fits perfectly with the Gendarmerie cooperation actions aiming to strengthen know-hows and social skills of judicial police officers of the Malagasy National Gendarmerie.

ÉTHIOPIE

CÉRÉMONIE DE REMISE DES DIPLÔMES À L'ACADÉMIE MILITAIRE MAJOR GENERAL HAYELOM ARAYA

Le 25 novembre dernier, 141 cadets de l'académie militaire Major General Hayelom Araya se sont vu remettre un diplôme d'étude en langue française (DELF). De tels résultats à ces examens pour les Éthiopiens sont le fruit d'une année de travail et de coopération entre la mission de coopération militaire au travers du projet d'enseignement du français en milieu militaire et l'Alliance franco-éthiopienne d'Addis-Abeba. Ce projet d'enseignement du français au bénéfice des cadets de l'académie militaire date de 1998. Les autorités militaires éthiopiennes se sont attachées depuis à développer la pratique de la langue française au sein des organismes militaires pour permettre notamment aux officiers qui participent aux opérations de maintien de la paix de mieux s'intégrer et de mieux communiquer avec leur environnement francophone.

GRADUATION CEREMONY AT THE MAJOR GENERAL HAYELOM ARAYA MILITARY ACADEMY

On November 25th, 141 cadets from the "Major General Hayelom Araya" Military Academy have received a diploma of French language studies (DELF). Such results for these tests are the fruit of a year of work and cooperation between the mission of military cooperation through the French Language Learning in a military environment project and the Franco-Ethiopian Alliance in Addis Ababa. This project began in 1998. Since then, the Ethiopian military authorities wished to develop the practice of the French language within military organizations to allow officers involved in peacekeeping operations to better integrate and to improve communication with their French-speaking environment.

FRANCE

RÉUNIONS D'EXPERTS DU G8 PRÉSIDÉES PAR LA DCSD

La seconde réunion de l'année du groupe des experts du G8 sur le maintien et la consolidation de la paix s'est tenue à Paris sous présidence française le 17 novembre 2011. Elle a été précédée le 16 novembre par la réunion de l'*African Clearinghouse* (ACH). Elles ont été présidées par le général de corps d'armée Bruno Clément-Bollée, directeur de la coopération de sécurité et de défense et par M. Thierry Vankerk-Hoven, directeur adjoint.

L'ACH est un forum ayant pour vocation de réunir, outre les membres du G8 (plus les Nations unies et l'Union européenne), certains bailleurs hors G8 (pays nordiques, Australie, Corée du Sud...), les grands émergents et les organisations africaines. Il a pour objectif de permettre à ces dernières de faire-valoir leurs besoins en matière de renforcement des capacités pour le maintien et la consolidation de la paix et de renforcer l'adéquation des offres des grands bailleurs internationaux. Pour la première fois, on notait la présence effective de participants africains, appartenant à l'Union africaine et à diverses sous-régions africaines. Cette réunion de l'ACH a été l'occasion de souligner la nécessaire coordination des efforts en soutien à l'Architecture africaine de paix et de sécurité, tout comme l'impérative appropriation des projets par les bénéficiaires.

La seconde réunion sur le maintien et la consolidation de la paix, qui s'est tenue en format plus réduit (G8 plus ONU et UE), a permis d'aborder un ensemble de thèmes complémentaires liés au renforcement des capacités concourant au maintien de la paix et d'encourager l'amélioration de la coordination entre les bailleurs. Elle a également permis de consolider l'engagement croissant en faveur de la sécurité maritime dans le Golfe de Guinée et de mettre en place un mécanisme d'information mutuelle concernant les initiatives en la matière.

Les prochaines réunions devraient se tenir à Washington aux mois d'avril et de novembre 2012, sous présidence américaine.

MEETING OF G8 EXPERTS CHAIRED BY THE DCSD

The second meeting of the year of the G8 experts Group on peacekeeping and peacebuilding was held in Paris under the French presidency on November 17th, 2011. It was preceded by the meeting of the African Clearinghouse (ACH). These two meetings were chaired by Lieutenant-General Bruno Clement-Bollée, director for Security and Defence Cooperation and Thierry Vankerk-Hoven, deputy director.

The ACH is a forum that intended to bring together, in addition to the G8 members (plus the United Nations and the European Union), some non-G8 donors (Nordic countries, Australia, South Korea,...), large emerging countries and African organizations. It aims at enabling them to assert their needs for capacity building for peacekeeping and consolidation of peace and enhance the matching process of the major international donors. For the first time, there was the presence of African participants, belonging to the African Union and various African subregions. The meeting of the ACH was an opportunity to highlight the need for coordinated efforts in support of the African Peace and Security Architecture, and for the necessary ownership by the beneficiaries.

The second meeting on peacekeeping and peacebuilding was held in smaller format (G8 plus UN and EU), covered a complementary range of topics related to peacekeeping capacity building and promoted better coordination between donors. It also helped to consolidate the growing commitment for maritime security in the Gulf of Guinea and to set up a mutual information mechanism concerning initiatives in this area.

The next meetings should be held in Washington in April and November 2012, under American presidency.

ASSESSMENT MISSION IN CENTRAL AFRICAN REPUBLIC BY THE DCSD

At the end of September 2011, Lieutenant-General Bruno Clement-Bollée conducted an assessment visit to the mission of security and defence cooperation in Central African Republic. This visit was an opportunity to take stock of cooperation projects locally conducted by gendarmes and military cooperants.

Four projects are developed in Central African Republic led by five officers. These actions cover the areas of Human Resources chain restructuring and supply chain with particular support for the maintenance of vehicles, the recovery of officer and non-commissioned officer training in the School of Kassa. This is part of the project on the reorganization of the Central African Armed Forces (FACA). The cooperation mission is made easier by the assistance of the BOALI French operation detachment. The success of training projects for the benefit of both military and security forces underlines the high quality of cooperative relations between our two countries.

The highlight of this visit was the delivery of materials to FACA and Gendarmerie in the presence of the French ambassador and of the Minister of Defence. It included tactical vehicles and motorcycles equipped with radio, mechanical spare parts and packages.

CENTRAFRIQUE

MISSION D'ÉVALUATION EN RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE DU DCSD

Fin septembre 2011, le général de corps d'armée Bruno Clément-Bollée a mené une visite d'évaluation auprès de la mission de coopération de défense en République centrafricaine. Cette visite a été l'occasion de faire un point sur les projets de coopération menés localement par les coopérants militaires et gendarmes œuvrant respectivement sous la houlette de l'attaché de défense et l'attaché de sécurité intérieure.

Les quatre projets développés en République centrafricaine sont animés par cinq coopérants. Ces actions portent sur les domaines de la restructuration de la chaîne RH et de la chaîne logistique avec un appui particulier pour l'entretien des véhicules, de la relance de la formation des officiers et sous-officiers au sein de l'école de Kassaï, le tout dans le cadre de l'action plus globale du projet portant sur la réorganisation des forces armées centrafricaines (FACA). La mission de coopération est facilitée par l'aide apportée, en coordination, par le détachement français de l'opération BOALI. La réussite des projets formations, tant au profit des militaires que des forces de sécurité, souligne la grande qualité des relations de coopération entre nos deux pays.

Le point d'orgue de la visite a été la remise de matériels aux FACA et à la Gendarmerie nationale en présence de l'ambassadeur de France et du ministre de la Défense. Elle comprenait des véhicules tactiques et des motos équipées en radio, des pièces de rechanges mécaniques ainsi que des paquetages.

EXERCICE NIAM SAR 2011

Avec l'appui de la DCSD, une équipe de formateur de l'armée de l'air française a répondu à une demande de l'armée de l'air nigérienne pour l'aider à développer ses capacités en matière de sauvetage aéroterrestre. Cette mission a permis de formaliser les procédures de la chaîne interministérielle d'alerte – recherche – sauvetage et de les valider à travers quatre exercices pratiques.

L'exercice majeur s'est déroulé le 9 novembre en grandeur réelle avec tous les acteurs nationaux (armée de l'air, gendarmerie, aviation civile, protection civile) et régionaux (centre d'alerte d'Alger). Une épave d'ULM et un plastron simulant les passagers transportés par un aéronef avaient été placés à un endroit connu du seul directeur d'exercice. L'exercice portait sur le signalement d'une avarie moteur sur cet aéronef dont la tour de contrôle avait perdu le contact radar. Particulièrement réaliste, cet exercice faisait appel aux seuls moyens dont disposent effectivement les différents services concernés.

En amont de cet exercice, le directeur des sauvetages aéroterrestres du ministère de la Défense nationale a présenté l'organisation et les capacités de sauvetage aéroterrestre au Niger ainsi que le centre de coordination et de sauvetage. Étaient présents, outre l'ambassadeur de France, les plus hautes autorités du ministère de la Défense nationale, du ministère des Transports, ainsi que les chefs de division des opérations aériennes des ONG, les attachés de défense en poste à Niamey et la presse.

NIGER

2011 NIAM SAR EXERCISE

With the support of the DCSD, a trainers' team from the French Air Force replied to a request from the Niger Air Force to help develop its capabilities in air-land rescue. This mission has formalized procedures for interdepartmental chain alert - research - rescue and validated them through four exercises.

The full-scale major exercise was held on November 9th with all national stakeholders (air force, gendarmerie, civil aviation, civil defence) and regional actors (Alger Warning Centre). A microlight aircraft wrecked and a team simulating passengers carried by an aircraft was set up in a place only known by the director of the exercise. The exercise focused on the reporting of an engine failure on an aircraft of which the control tower has lost radar contact. Very realistic, it involved the only means effectively available to the different relevant services.

Prior to this exercise, the air-land rescue director of the Ministry of Defence presented the organization and capabilities of air-land rescue in Niger and the coordination and rescue centre. In addition to the French ambassador, the highest authorities of the Ministry of Defence, the Ministry of Transport and the division heads of flight operations of NGOs, were present as well as the media and defence attachés posted in Niamey.

LES ÉCOLES NATIONALES À VOCATION RÉGIONALE

REGIONALLY-ORIENTED NATIONAL SCHOOLS

Réseau unique en son genre, les écoles nationales à vocation régionale sont aujourd'hui devenues un outil emblématique de la coopération française de sécurité et de défense. Voulues par les pays africains et organisées en partenariat avec la DCSD, elles ont pour objectif de former des stagiaires africains venant de tout le continent dans des écoles nationales africaines. Formation des cadres, santé, déminage, maintien de la paix, maintien de l'ordre… tous les domaines classiques de la coopération d'ordre sécuritaire sont explorés. Appropriation, transparence, engagement dans la durée, rayonnement, tous les principes d'action d'un partenariat de qualité y sont à l'honneur.

A one of a kind network, Regionally-Oriented National Schools have become an emblematic tool for French security and defence cooperation. Desired by the African countries and organized in partnership with the DCSD, they aim to train African students from across the whole continent in national African schools. Officer training, health, mine clearance, peacekeeping, law enforcement ... all the classic areas of security cooperation are explored. Ownership, transparency, long-term commitment, influence, all the guiding principles for quality partnership are in the spotlight.

CPADD – Ouidah (Bénin)

LE CONCEPT DES ENVR

L'idée d'écoles interafricaines naît dès les années quatre-vingt, mais c'est seulement en 1997 qu'apparaît la volonté de développer en Afrique un réseau d'Écoles nationales à vocation régionale (ENVR), afin d'adapter au mieux les formations dispensées aux réalités et aux moyens des pays africains.

Un concept pérenne

Le concept d'ENVR permet, au terme d'une convention bilatérale, d'aider un pays à développer une école militaire spécialisée ouverte aux autres pays de la région. Le pays hôte fournit le terrain, les bâtiments, les moyens et l'encadrement nécessaires au fonctionnement général de l'école. La France apporte son soutien technique et l'expertise nécessaire au contenu des formations. En contrepartie de ce soutien, le pays hôte accepte que son école accueille des stagiaires venant d'autres pays africains dont le transport et les frais de scolarité sont soutenus par la France.

Ces centres de formation identifiés dans diverses compétences, ouverts aux stagiaires de pays tiers, se sont donc développés avec succès depuis bientôt quinze ans.

EASSML - Libreville (Gabon)

THE CONCEPT OF ENVR

The idea of inter-African schools arises in the 80's, but the willingness to develop a network of regionally-oriented national schools (ENVR) only appears in 1997 to adapt the training provided to the realities and capabilities of African countries.

A perennial concept

The concept of ENVR enables, after a bilateral agreement, to help a country to develop a specialised military school which is opened to other countries in the region. The host country provides location, buildings, resources and supervision necessary for general running of the school. France provides technical support and expertise in training curricula. In return, the host country agrees that the school welcomes students from other African countries whose transportation and training fees are sustained by France.

Identified in various skills and opened to students from third countries, these training centres have been successful for nearly 15 years.

EAI - Thiès (Sénégal)

CSID - Yaoundé (Cameroun)

Une formation de qualité dans un cadre précis

Les écoles proposent des capacités de formation similaires à celles dispensées au sein d'une école militaire française, adaptées aux spécificités locales et destinées à recevoir comme élèves un public international. En outre, ce type d'établissement, grâce à son mode de fonctionnement, offre des conditions d'accueil et de scolarité d'un niveau élevé, du fait de l'optimisation des moyens.

Les formations qualifiantes et spécialisées s'adressaient à l'origine aux cadres – officiers et sous-officiers – des armées africaines. Elles concernent aujourd'hui également des policiers et des responsables civils à l'instar des stages proposés au centre de perfectionnement de la police judiciaire (Bénin).

Pour être labellisée ENVR, une école doit satisfaire quatre conditions :
– le respect d'une convention générale normalisant le fonctionnement de cette école entre le pays partenaire et la France ;
– l'assurance d'une formation analogue à celle prodiguée en France. Les certificats et diplômes de fin de formation ont donc la même valeur que ceux qui sont délivrés par des centres français. La qualité de l'enseignement est contrôlée régulièrement. La présence de coopérants français facilite le lien avec les écoles françaises du même type, instituant de fait une sorte de binômage quand il est souhaité par les pays partenaires ;
– la répartition harmonieuse des places entre stagiaires du pays hôte et stagiaires de la région ou du continent. Cette répartition est définie dans le cadre de la convention passée. Elle est, en règle générale, de deux tiers de stagiaires de la région ou du continent, pour un tiers de stagiaires nationaux ;
– une sélection systématique des stagiaires en vue de leur admission.

Un réseau actif

Depuis le lancement du réseau, près de 15 000 stagiaires ont été formés. Aujourd'hui, il existe seize écoles et centres de formation, dans lesquelles travaillent quarante-cinq coopérants pour un budget d'environ 10 millions d'euros. On dénombre chaque année 2 400 stagiaires formés, originaires de près d'une trentaine de pays.

Ces seize ENVR sont réparties dans dix pays d'Afrique subsaharienne et proposent un éventail de soixante formations différentes dans tous les domaines liés à la sécurité et à la défense, autour de cinq pôles d'excellence : maintien de la paix, force de sécurité, formation santé militaire, formation militaire générale, formation militaire technique.

Le rayonnement des ENVR

Les ENVR ont aujourd'hui acquis une notoriété certaine auprès de nombreux États africains, en raison notamment de la qualité de l'enseignement qui y est dispensé. Ce succès se traduit par le souhait, exprimé par de nombreux pays africains francophones d'accueillir sur leur sol une ENVR. Il est évident que l'implantation d'un tel établissement dans un pays constitue un facteur évident de rayonnement.

Ce réseau représente, par ailleurs, un facteur d'intégration pour le continent, dans le respect de la diversité culturelle et linguistique. Une orientation d'ensemble est d'ouvrir davantage les stages à des pays non-francophones appartenant à d'autres aires linguistiques. Ainsi, plusieurs cours peuvent d'ores et déjà être dispensés en anglais et en portugais.

Quality training in a specific framework

The schools offer training capabilities similar to those provided by a French military school, adapted to local specificities and intended to receive an international audience. Furthermore, this type of institution, through its running mode, provides high level conditions for facilities and education, thanks to a good optimization of resources.

These specialised courses were originally geared for managers - officers and non-commissioned officers - of African armies. They now concern also police officers and civilian officials, e.g. courses proposed at the judicial police training centre (Benin).

A school may be regarded as an ENVR under the 4 following conditions:
– compliance with a Memorandum of Understanding (MoU) standardizing the school's functioning between the partner country and France;
– the guarantee of a training similar to the one provided in France. Certificates and diplomas have the same value as those awarded by French centres. The teaching quality is regularly checked. The presence of French seconded officers facilitates the link with the French schools of the same type, establishing a kind of "binômage" (partnership) when the countries want to;
– The allocation of places between the host country students and trainees from the region or continent. This distribution is set down by the MoU. It is, in general, two thirds of trainees from the region or continent, for a third of national trainees;
– A systematic selection of trainees before admission.

An active network

Since the launch of the network, nearly 15,000 students have been trained. Today there are 16 schools and training centres, with 45 French cooperation personnel working for a budget of around 10 million Euros. There are 2,400 students trained each year, from nearly thirty countries.

These 16 ENVRs are spread in 10 sub-Saharan African countries and offer a range of 60 different courses in all areas related to security and defence, around five centres of excellence: peacekeeping, security forces, military medical training, general military training, technical military training.

The influence of ENVRs

ENVRs have now gained a wide reputation among many African states, mainly because of the quality of education provided. This success is reflected in the wish expressed by many Francophone African countries to host an ENVR. It is obvious that the establishment of such a school in any country is an important factor of influence.

This network represents a factor of integration for the continent, respecting the cultural and linguistic diversity. Overall direction is to open more courses to non-French speakers from other linguistic areas. Thus, a number of courses may already be given in English and Portuguese.

EGT - Brazzaville (Congo)

UN RÉSEAU ACTIF (VOIR CARTE PAGE 23)

- 16 écoles et centres de formation.
- 60 formations différentes dans tous les domaines liés à la sécurité et à la défense.
- 2 400 stagiaires chaque année originaires de près d'une trentaine de pays.
- Près de 15 000 stagiaires formés depuis le lancement du réseau.
- Une participation française annuelle de 10 M d'euros.
- 45 coopérants français en poste au sein des seize ENVR.

AN ACTIVE NETWORK

- *16 training schools and centres*
- *60 different training courses in all security and defence areas*
- *2,400 students per year from around some thirty countries*
- *Almost 15,000 students trained since the ENVR network was started*
- *A French contribution of € 10 million per year*
- *45 French cooperation personnel are working in 16 ENVRs*

Objectifs : partenariat et appropriation

Réseau unique en son genre, vecteur d'intégration régionale, au service du renforcement des capacités de soutien à la paix, ces centres de formation ont aussi toutes les raisons de retenir l'intérêt de la communauté internationale. Ainsi, les ENVR occupent une place centrale dans la recherche de partenariats avec d'autres pays occidentaux ou des organisations internationales. Au-delà d'un partage de la charge financière, il s'agit, pour la DSCD, d'asseoir la légitimité de son action et de valoriser, dans le cadre multilatéral, les projets qu'elle soutient.

La gestion nationale de ces centres et leur adaptation aux particularités régionales favorisent, à terme, une véritable appropriation africaine, objectif prioritaire à moyen terme.

CPPJ - Porto-Novo (Bénin)

Goals: partnership and ownership

Vector of regional integration, supporting capacity building for peacekeeping, this unique network of training centres also holds the interest of the international community. Thus, ENVR are central in the search for partners as other Western countries or international organizations. Beyond sharing the financial burden, the DCSD ensures the legitimacy of its actions and promotes, within the multilateral framework, the projects it supports.

The national management of these centres and their adaptation to regional specificities eventually promote a true African ownership, which is a medium term priority.

ESSAL - Lomé (Togo)

Bataillons de casques bleus

LES ENVR, UNE CONTRIBUTION À LA PAIX, LA STABILITÉ ET LA SÉCURITÉ EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Fleuron de la coopération française de sécurité et de défense, le réseau des écoles nationales à vocation régionale s'inscrit dans une logique de prévention mais peut également apporter un soutien à des opérations de stabilisation. Les ENVR contribuent ainsi à un renforcement des capacités africaines, nationales, régionales et continentales, en vue d'assurer la paix ou de régler des crises.

L'Architecture africaine de paix et de sécurité (AAPS)

Assurer la paix, la stabilité et la sécurité sur le continent africain constitue un enjeu majeur pour son développement. Coopération structurelle, partenariats durables et interventions au sein d'opérations de maintien de la paix (OMP) sont les principaux moyens mis en œuvre par la Communauté internationale au service de cette ambition commune.

Parallèlement aux OMP, les stratégies de paix, stabilité et sécurité sont poursuivies au travers de partenariats. Le partenariat stratégique de Lisbonne, et plus particulièrement son volet « paix et sécurité », en est l'un des plus emblématiques. L'objectif de cette stratégie commune est d'établir une coopération entre l'Afrique et l'Union européenne en vue d'améliorer leur capacité à réagir, de manière adéquate, aux menaces pour la sécurité du continent africain.

ENVRS, A CONTRIBUTION TO PEACE, STABILITY AND SECURITY IN SUB-SAHARAN AFRICA

Flagship of French cooperation in security and defence, the national network of regionally-oriented national schools (ENVR) is part of a preventive approach but can also provides support to stabilization operations. ENVRs contribute to build in Africa national, regional and continental capacities, to ensure peace or solve crises.

The African Peace and Security Architecture (APSA)

Keeping peace, stability and security in Africa is a major challenge for its development. Structural cooperation, sustainable partnerships and interventions in the framework of Peacekeeping Operations (PKO) are the main ways the international community works towards this shared ambition.

Parallel to PKOs, strategies of peace, stability and security are pursued through partnerships. The UE Lisbon strategic partnership, especially its "peace and security" component is one of the most emblematic. The objective of this joint strategy is to establish cooperation between Africa and the European Union (EU) to improve their ability to react to security threats in Africa.

UNAMID Force

En 2002, l'Union africaine a défini une Architecture africaine de paix et de sécurité (AAPS) qui, selon son Acte constitutif, vise à « promouvoir la paix, la stabilité et la sécurité sur le continent ». Elle est appelée à jouer un rôle fondamental en termes de prévention, de gestion, de résolution des conflits et de reconstruction post-conflictuelle. L'AAPS se compose de plusieurs éléments et structures : le Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'Union africaine, organe de décision central de cette dernière, le Système continental d'alerte rapide (CEWS), le Comité des sages chargé de la prévention et de la résolution des conflits et la Force africaine en attente (FAA).

La FAA représente un élément constitutif essentiel de l'AAPS. Conformément au concept d'appropriation, son caractère opérationnel permettra une prise en main africaine des opérations de soutien à la paix sur le continent.

L'objectif de cette force africaine est de s'inscrire dans une logique de coopération entre l'ONU et l'Union africaine en procédant soit à un déploiement rapide des forces africaines, soit à un codéploiement avec une mission onusienne.

La deuxième action prioritaire du partenariat Afrique-Union européenne pour la paix et la sécurité, dont la France et l'Italie sont les chefs de file, a pour objectif de rendre pleinement opérationnelle l'AAPS.

ENVR et les forces africaines en attente

La France contribue également, à titre bilatéral, à la consolidation de l'AAPS. Son action de coopération structurelle a pour objectif d'accompagner les pays partenaires dans le cadre de la constitution ou l'affermissement de leurs attributions régaliennes. Cet accompagnement se traduit notamment sur le terrain par la formation de cadres, d'officiers ou de sous-officiers au sein du réseau des ENVR, ainsi que par un soutien matériel et des missions d'audit ponctuelles. Les ENVR contribuent au renforcement de la FAA en favorisant l'intégration des forces africaines au sein des OMP par le biais des formations internationales dispensées.

Les ENVR apportent deux réponses aux besoins du continent africain :
– elles s'insèrent dans la stratégie africaine incarnée par l'AAPS et contribuent à sa concrétisation ;
– elles sont en mesure de satisfaire immédiatement et dans la durée les besoins des OMP.

Ce faisant, elles contribuent à un cercle vertueux. L'engagement des forces, formées au sein des ENVR, dans des OMP contribue au succès des réformes des systèmes de sécurité dans leur pays d'origine. En outre, leur participation à des opérations multinationales fondées sur le respect des Droits de l'homme et de l'État de droit aide à la diffusion de ses valeurs.

UNAMID Patrols

EMP - Bamako (Mali)

In 2002, the African Union has established an African Peace and Security Architecture (APSA) which aims according to its Constitution to "promote peace, stability and security on the continent." It will play a fundamental role in terms of conflict prevention, management, resolution and post-conflict reconstruction. The APSA consists of several elements and structures, namely an AU Peace and Security Council (PSC), the central AU decision-making organ, a Continental Early Warning System (CEWS) and a Panel of the Wise, with a mandate for conflict prevention and resolution, as well as an African Standby Force (ASF).

The ASF is an essential component of APSA. In accordance with the concept of ownership, its operational nature will allow African leadership on peacekeeping operations throughout the continent.

This African Standby Force is part of cooperation logic between the UN and the AU, which allow either a rapid deployment of African forces, or a co-deployment with a UN mission.

The second priority of the Africa-EU partnership for peace and security, including France and Italy as leaders, is to make the APSA fully operational.

ENVR and African Standby Forces

France also contributes as a bilateral actor to the reinforcement of the APSA. Its action of structural cooperation aims to assist partner countries in the strengthening of their sovereign powers. In the field, this support mainly consists of training managers, officers or non-commissioned officers in the ENVR network, and of providing material support and audit missions. ENVRs, contribute to strengthening the ASF by encouraging the integration of African forces in peacekeeping operations through the international training.

The ENVRs offer two responses to the needs of the African continent:
– they are part of the African strategy embodied by the APSA and contribute to its achievement;
– they should be able to meet immediate and long-term needs of the PKOs.

In so doing, they contribute to a virtuous circle. The commitment of forces, trained in the ENVRs, in PKOs contributes to the success of the security system reforms in their home country. Furthermore, their participation in multinational operations based on respect of human rights and rule of law helps the spread of these values.

LA FORMATION MILITAIRE GÉNÉRALE

La formation dans le domaine de l'enseignement militaire classique ou de haut niveau est un maillon essentiel pour la gestion et la planification des opérations. Il s'agit de former des militaires, sous-officiers ou officiers, de différents niveaux, aptes à occuper des postes de rédacteurs en état-major opérationnels ou organiques, dans des contextes de paix ou de crises, dans un environnement international.

Cours supérieur interarmées de défense (CSID) – Yaoundé (Cameroun)

Le Cours supérieur interarmées de défense à Yaoundé au Cameroun a pour mission de préparer les officiers supérieurs à assumer de hautes responsabilités au sein de leur armée d'appartenance, dans les états-majors de haut niveau, les grandes directions et les organismes interarmées, interalliés et internationaux. Il regroupe les futurs brevetés de l'enseignement militaire supérieur du second degré des trois armées et de la gendarmerie. À l'issue de la formation, les officiers sont aptes à participer à la conception, à la planification et à la conduite des opérations (en particulier interarmées) dans un cadre national, multinational ou interallié. La formation comprend un enseignement général et un enseignement opérationnel.

La formation dure dix mois pour une quarantaine d'officiers chaque année. Un stagiaire français et un stagiaire américain suivent la scolarité du cycle 2011-2012. Au total, près de trente nations africaines ont fréquenté le CSID depuis son ouverture.

CSID - Yaoundé (Cameroun)

CSID - Yaoundé (Cameroun)

GENERAL MILITARY TRAINING

Training in the field of standard or high level military education is an essential link in management and operations planning. This consists in training soldiers, NCOs and officers at various levels, able to hold positions of writers in operational or organic headquarters, in contexts of peace or crisis, in an international environment.

Advanced Joint Services Defence Course (CSID) – Yaoundé (Cameroon)

The CSID mission is to prepare senior officers to assume high positions in their army, in high-level headquarters, major directorates and joint, allied or international organizations. It brings together future commissioned officers of military secondary education from the three arms and the police. After the training, these officers are able to participate in the conception, planning and conduct of operations (especially joint) in a national, multinational or allied framework. The training includes general teaching and operational education.

The training lasts for 10 months for forty officers. A French student and an American trainee attend the 2011-2012 cycle. In total, nearly 30 African nations attended the CSID since it opened.

EEML - Libreville (Gabon)

École d'état-major de Libreville (EEML) – Gabon

Depuis 2001, l'École d'état-major de Libreville dispense aux officiers africains une formation aux techniques d'état-major. Unique référence régionale voire continentale, l'école se situe au premier niveau de l'enseignement militaire supérieur (EMS1), seuil de la deuxième partie de carrière de l'officier. La scolarité y est sanctionnée par l'attribution du diplôme d'état-major (DEM). L'école a pour mission de former des officiers aptes à occuper des fonctions d'état-major en temps de paix, de crise ou de guerre et à participer à des opérations de maintien ou de rétablissement de la paix dans un cadre interarmées et multinational.

D'une durée de quarante semaines, la formation est accessible, sur concours. Chaque année, une soixantaine de stagiaires sont sélectionnés. Point de rencontre, elle permet aux promotions successives issues d'une vingtaine de nationalités différentes de tisser les liens nécessaires pour créer l'unité africaine de demain.

Sa devise est « *Cultivez l'excellence* ».

Staff College of Libreville (EEML) – Gabon

Since 2001, EEML has provided training in headquarter methods for African officers. Unique regional or continental reference, the school is specialized in the first level of higher military education (EMS1), threshold of the second part of the officer's career. The schooling is recognized by the award of the Military Staff Diploma (DEM). The EEML's mission is to train officers able to work in military Staff in peacetime, crisis or war and to participate in peacekeeping or peacebuilding operations in a joint and multinational framework.

With a duration of 40 weeks, the training is available on a competitive entrance examination. Each year, about sixty students are selected. As a meeting point, it allows successive promotions composed with about twenty different nationalities to forge links to create a future African Unity.

Its motto is "Cultivate Excellence".

École d'application de l'infanterie (EAI) – Thiès (Sénégal)

Le 6 octobre 2000, l'École d'application de l'infanterie devient une ENVR. Elle a pour mission de former les futurs chefs de l'infanterie en Afrique. Pour cela, l'École reçoit deux types de stagiaires : une année sur deux, elle forme de jeunes lieutenants au métier de chef de section d'infanterie au cours d'un stage d'application d'une durée moyenne de dix mois. L'autre année, elle prépare des officiers subalternes au commandement d'une unité élémentaire dans le cadre de deux cours de formation d'une durée moyenne de vingt semaines chacun. Sa vocation d'école régionale lui permet d'accueillir, aux côtés de stagiaires sénégalais, des officiers africains dont les pays appartiennent au champ de la coopération française.

L'école dispose d'une soixantaine de places dont un tiers pour le Sénégal. Ce sont plus de vingt nations africaines qui, chaque année, envoient des officiers stagiaires à Thiès.

Infantry Officiers' Training School (EAI) – Thiès (Senegal)

On October 6th, 2000, the Infantry officers' training school became an ENVR. Its mission is to train future infantry leaders in Africa. Therefore, the school receives two types of trainees. Every other year, it trains young lieutenants to the job of chief of infantry platoon during a 10 months course of application. The other year, it prepares junior officers to command a basic unit through two courses of an average of 20 weeks each. As a regionally-oriented school, it can host African officers whose countries belong to the field of French cooperation, along with students from Senegal.

About sixty places are available each year, one third for Senegal. There are more than 20 African nations sending each year trainee officers in Thiès.

EAI - Thiès (Sénégal)

LA FORMATION MILITAIRE TECHNIQUE OU SPECIALISÉE

Certaines ENVR délivrent des enseignements spécifiques : administration, génie, logistique, aéronautique... Les formations dispensées dans ces écoles ont pour objectif de répondre le plus parfaitement possible aux besoins des États africains. Elles participent pour certaines à l'amélioration des capacités d'entretien des infrastructures et des matériels militaires tandis que d'autres visent à renforcer les capacités d'action des forces de sécurité et de défense dans des domaines spécifiques tels que l'aéronautique ou la sécurité maritime.

École de génie – travaux (EGT) – Brazzaville (Congo)

Inaugurée le 20 septembre 2010, l'École de génie-travaux de Brazzaville au Congo assure des formations internationales du domaine bâtiment et travaux publics au profit d'officiers, sous-officiers et militaires du rang de différents pays d'Afrique subsaharienne, mais également à destination du personnel civil congolais d'entreprises privées. L'EGT contribue, à la montée en puissance de l'Architecture africaine de paix et de sécurité (AAPS) par la formation du personnel destiné à intégrer les unités formant les brigades régionales de la Force africaine en attente (FAA). Les qualifications diplômantes délivrées par l'École concourent à faire progresser les stagiaires dans le cadre de leur avancement de carrière, renforcent les capacités opérationnelles de leurs différentes unités d'appartenance et participent de manière effective au développement des pays dans le cadre de projets d'infrastructure. Chaque année, l'école propose près de 130 places pour une quinzaine de pays africains.

Former des conducteurs de travaux contribue à la paix et à la sécurité, mais aussi au développement – en les faisant participer, par exemple, à l'ouverture de pistes – et à la réinsertion, ainsi qu'à d'autres actions post-conflictuelles comme le désarmement, démobilisation, réintégration (DDR).

EGT - Brazzaville (Congo)

TECHNICAL OR SPECIALIZED MILITARY TRAINING

Some ENVRs deliver specific courses: administration, engineering, logistics, aviation ... The aim of the training provided in these schools is to meet as fully as possible the needs of African states. Some are involved in improving maintenance of infrastructure and military equipment, while others aim at building action capacity of security and defence forces in specific areas such as aeronautics or maritime safety.

Construction Engineer School (EGT) – Brazzaville (Congo)

Launched on September 20th, 2010, the Construction engineer school of Brazzaville (Congo) provides international training, in building and public works for the benefit of officers, NCOs and other ranks of various sub-Saharan African countries, but also for some Congolese civilian personnel of private companies. The EGT contributes to the rise of the African Peace and Security Architecture through the training of staff who will incorporate the units forming regional Brigades of the African Standby Force. The school's diploma courses contribute to advance students career, strengthen the operational capabilities of their units and effectively participate in countries' development through infrastructure projects. Each year, the school offers nearly 130 places for about fifteen African countries.

Works supervisor training contributes to peace and security, but also to development (e.g. by opening up tracks), to reintegration, and to other post-conflict actions such as DDR - Disarmament, Demobilisation, and Reintegration.

PANVR - Garoua (Cameroun)

Pôle aéronautique national à vocation régionale (PANVR) – Garoua (Cameroun)

Depuis le 1er janvier 2001, le Pôle aéronautique national à vocation régionale, est implanté sur la base aérienne de Garoua au Cameroun. Il a pour but de sélectionner et former le personnel militaire comme navigants de l'aviation légère ainsi que d'assurer une formation complémentaire pour du personnel navigant et non navigant. Six stages sont proposés : sélection, formation initiale, formation moniteur, pilote observateur, observateur (non pilote) et technicien ULM « Tétras ». Après leur sélection, certains pilotes sont formés en France. Depuis son ouverture, le PANVR a effectué 10 400 heures de vol qui ont permis de former 483 stagiaires de dix-huit nationalités différentes.

Le PANVR accueille chaque année près d'une quarantaine de stagiaires dont un tiers des places est réservé au Cameroun, selon les termes de la convention.

Regionally-Oriented National Aeronautic Centre (PANVR) – Garoua (Cameroon)

Since January 1st, 2001, the regionally-oriented national aeronautic centre (PANVR) is located on the airbase of Garoua in Cameroon. It aims to select and train military personnel as crew of light aircraft and to provide additional training for ground or flight staff non-flying. Six courses are offered: selection, basic training, instructor training, pilot-observer, observer (not driver) and technician on microlight aircraft. After selection, some pilots are trained in France. Since its opening, the PANVR recorded 10,400 hours of flight time and trained 483 students from 18 different nationalities.

The PANVR annually hosts nearly forty students. A third of trainees are from Cameroon.

EN - Bata (Guinée équatoriale)

École navale (EN) – Bata (Guinée Équatoriale)

Première ENVR ouverte dans un pays non francophone, l'École navale de Bata en Guinée Équatoriale a été inaugurée le 11 octobre 2011. Cette nouvelle école forme à la surveillance et à la sécurisation des espaces maritimes afin de mieux lutter contre les trafics, détournements et actes de piraterie. Elle promeut ainsi la coopération régionale et l'interopérabilité. Ses formations s'adressent aux cadres militaires, officiers et officiers mariniers, ainsi qu'aux niveaux équivalents des administrations civiles. En ajoutant le volet sécurité maritime cette nouvelle école vient renforcer le réseau actuel des ENVR.

Dès cette année les quatre cursus proposés (officier de marine, manouvrier, guetteur de la flotte et navigateur-timonier) formeront en tout une soixantaine de stagiaires provenant de neuf pays.

Naval Academy (Navy Training Centre) – Bata (Equatorial Guinea)

Opened on October 11th, 2011, the Naval Academy of Bata in Equatorial Guinea is the first ENVR opened in a non-Francophone country. This new school trains students to control and secure maritime areas in order to better fight against trafficking, hijacking and piracy. It also promotes regional cooperation and interoperability. Its courses are focused on senior military officers and petty officers, as well as equivalent staff of civil administrations. This news school adds the maritime safety component to the existing network of ENVRs.

This year, sixty students from 9 countries are trained in four courses (naval officer, shiphandler, semaphore watchman and helmsman).

École militaire technique (EMTO) – Ougadougou (Burkina Faso)

Sa mission est unique en son genre. Reposant sur un véritable partenariat franco-burkinabé, l'École est chargée de former des spécialistes de la maintenance depuis sa création en janvier 2000 (officiers de maintenance, sous-officiers des domaines « matériels » et « transmissions ») et des experts de la logistique opérationnelle depuis juin 2008. Ces formations sont dispensées au profit d'une vingtaine de pays abonnés soit plus de 150 stagiaires par an (dont trois de culture non-francophone, Angola – Gambie – Guinée Équatoriale).

Après onze ans d'expérience, l'EMTO a atteint une réelle maturité et aspire à prendre une nouvelle dimension dans le cadre d'un projet multinational. En effet, l'école souhaite inscrire ses perspectives en participant, dans le domaine de la formation, à la montée en puissance de la Force africaine en attente (FAA) en général et celle du bataillon logistique de la brigade de la CEDEAO en particulier *(ECOWAS standby force)*.

Military Administration School (EMA) – Koulikoro (Mali)

Military Administration school (EMA) was established in 1981. It takes the status of ENVR in 1996.

The school provides training for officers who would carry administrative or financial responsibilities. Some NCOs are also prepared to first (CT1) and secondary (CT2) technical certificate.

Joint forces context and administrative and accounting training of all staff of the Army, Air Force, Navy, Gendarmerie and National Guard, can explain the settlement of the Military Administration School inside the Boubacar Sada Sy instruction centre of Koulikoro.

Scholarship lasts 4 to 10 months, depending on the courses. The school can host nearly a hundred students on three courses each year. Under the MoU, about twenty countries participate to this training.

EMTO - Ouagadougou (Burkina Faso)

EMA - Koulikoro (Mali)

École militaire d'administration (EMA) – Koulikoro (Mali)

L'École militaire d'administration a été créée en 1981. Elle intègre le réseau des ENVR dès 1997.

Cette école assure la formation d'officiers ayant vocation à occuper des postes de responsabilités administratives ou financières. Elle forme également des sous-officiers de cette même spécialité au certificat technique du premier (CT1) et de second degré (CT2).

Ayant un caractère interarmes et assurant la formation administrative et comptable de tout le personnel des armées de terre, de l'air, de la gendarmerie, et de la garde nationale, l'École militaire d'administration est implantée dans l'enceinte du centre d'instruction Boubacar Sada Sy de Koulikoro.

La scolarité dure de quatre à dix mois selon les stages. L'École possède près d'une centaine de places sur trois stages chaque année. Par convention, une vingtaine de pays participe à cette formation.

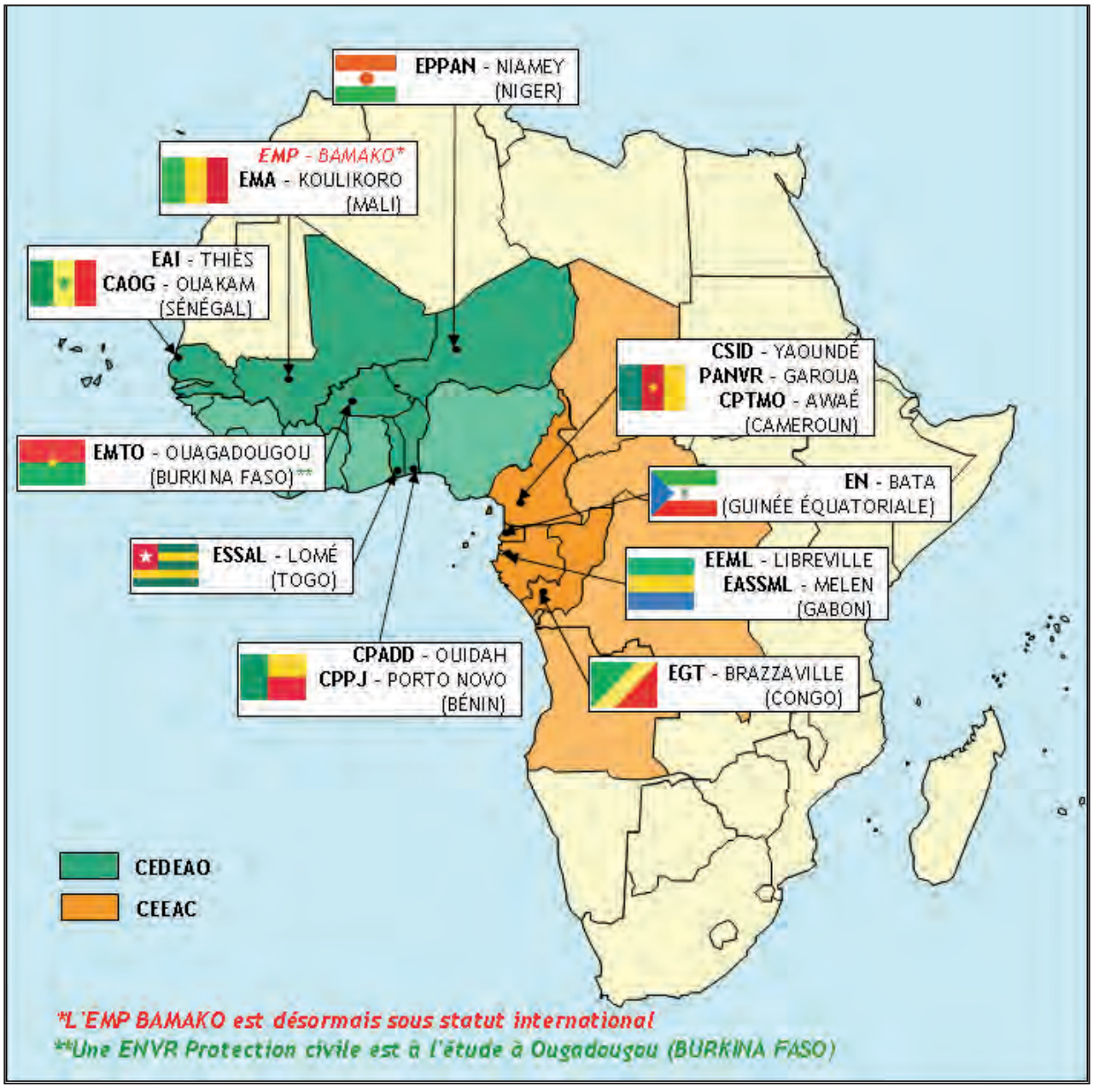
Military Engineers College (EMTO) – Ouagadougou (Burkina Faso)

Its mission is unique. Based on a partnership between France and Burkina Faso, this college is responsible for training specialists in maintenance since its creation in January 2000 (maintenance officers, NCOs in equipment and communication areas) and experts in operational logistics since June 2008. Each year, these trainings are provided to more than 150 students from about 20 countries (including three non-francophone trainees, Angola - Gambia - Equatorial Guinea).

After eleven years of experience, EMTO reached a real maturity and aspires to a new dimension in the context of a multinational project. Indeed, the school is willing to increase its commitment in the field of training, in the rise of the African Standby Force in general and of the ECOWAS standby brigade's logistics battalion of in particular.

LE RÉSEAU DES ÉCOLES NATIONALES À VOCATION RÉGIONALE

NETWORK OF ENVRS



LA FORMATION MILITAIRE DE SANTÉ

La dimension civilo-militaire croissante des opérations et l'implication accrue des médecins militaires dans les actions de maintien de paix ont conduit certains pays africains en partenariat avec la France à développer des formations en ENVR dans le domaine de la santé avec une instruction aussi bien paramédicale que générale.

École des personnels paramédicaux des armées (EPPAN) – Niamey (Niger)

Le 1er mars 2003, l'École des personnels paramédicaux des armées (anciennement École des infirmiers du service de santé des armées), situé à Niamey au Niger, devient une ENVR. Cette École délivre deux niveaux de formation laborantin (CTL et BTL en alternance), chacun d'une durée de dix mois et un cursus complet d'infirmier généraliste sur trois ans d'études. À l'issue, les stagiaires obtiennent un diplôme d'État d'agent de santé de base (DEASB).

Ces formations, répondant aux besoins des services de santé des forces armées, sont proposées à une soixantaine de stagiaires dont la moitié sont nigériens. Une quinzaine de pays bénéficient chaque année de cet enseignement.

MILITARY MEDICAL TRAINING

The growing civil-military dimension of operations and the increasing involvement of medical officers in peacekeeping actions have led some African countries, in partnership with France, to develop training in ENVR in the field of health with paramedical and general teaching.

Military Paramedic Personnel School (EPPAN) – Niamey (Niger)

On March 1st, 2000, the EPPAN (formerly Nursing School of the Armed Forces' Health Service), located in Niamey, Niger, became an ENVR. This school provides two levels of training for laboratory technicians, both lasting ten months, and a complete nursing course for a period of three years. At the end of this training, students will get an official qualification of health worker

These courses meet the needs of Armed Forces' Health Service and are proposed to sixty students, half of them coming from Niger. Fifteen countries benefit from this teaching each year.

EPPAN - Niamey (Niger)

EASSML - Libreville (Gabon)

École du service de santé des armées de Lomé (ESSAL) – Lomé (Togo)

Située au cœur du quartier administratif de Lomé au TOGO, cette École bénéficie du statut d'ENVR depuis 1998. Elle dispense une formation d'élèves officiers médecins à des étudiants issus d'une quinzaine de pays d'Afrique francophone.

Après l'admission au concours qui se déroule au mois de mai de chaque année, les candidats retenus suivent une scolarité de huit années.

Cette formation comporte un volet militaire en cycle continu et un volet universitaire en trois cycles qui correspondent au cursus de la faculté de médecine. Les élèves ayant obtenu leur doctorat sont ensuite affectés en unités militaires.

Chaque promotion comporte une vingtaine d'étudiants. Cette année, l'école compte 180 élèves en formation pour le cycle 2011-2012.

Army Medical Corps School of Lomé (ESSAL)

Located in the heart of the administrative area in Lomé (TOGO), the ESSAL has had the status of ENVR since 1998. It provides training for officer cadets medical to students from a dozen countries of francophone Africa. After their admission to the competition that takes place in May each year, successful candidates attend eight years of schooling.

This training includes a continuous military cycle and three university cycles matching curriculum of medical school. Students who received their PhD are then assigned to military units. Each class includes twenty students.

The school hosts 180 trainees for the 2011-2012 cycle.

ESSAL - Lomé (Togo)

École d'application du service de santé militaire (EASSML) – Libreville (Gabon)

Créée en octobre 2008 dans les locaux de l'hôpital interarmées Omar-Bongo-Ondimba, l'École d'application du service de santé militaire a été inaugurée dans ses nouveaux bâtiments en mai 2011. Elle a pour but d'assurer la formation complémentaire des officiers médecins issus de l'École du service de santé des armées de Lomé (ou d'autres facultés en fonction des pays) à la médecine appliquée aux armées. Elle dispose ainsi chaque année d'une vingtaine de places dont un quart destiné au Gabon. L'École coordonne de plus la formation hospitalière des médecins spécialistes ainsi que la formation continue des médecins d'unité du service de santé militaire.

L'École à également pour vocation d'étendre son activité au profit des pharmaciens, chirurgiens dentistes, officiers d'administration et des cadres infirmiers. Elle dispose enfin d'une activité de recherche, dans les domaines de la médecine d'urgence, de guerre et de catastrophe. Une douzaine de pays ont déjà pu envoyer leurs cadres pour bénéficier de l'enseignement de cette École.

Military Medical Practice School (EASSML) – Libreville (Gabon)

Founded in October 2008, on the premises of the Omar Bongo Ondimba military hospital, the EASSML opened its new building in May 2011. It aims to ensure an additional training for medical officers from the ESSAL (or other universities depending on the countries) in military medicine. It proposes every year twenty places, a quarter for Gabon. Furthermore, the School coordinates the hospital training of medical specialists and the advanced training of medical officer from the Armed Forces' Health Service.

The school also aims to expand its activities to the benefit of pharmacists, dentists, administrative officers and chief nurses. It includes research activities in the fields of emergency, wartime and disaster medicine. About a dozen countries have sent their officers to be trained in this school.

LA FORMATION EN SÉCURITÉ INTÉRIEURE

La formation en matière de sécurité intérieure est menée conjointement par les forces de police, la gendarmerie, la justice et les douanes. Elle couvre aussi bien les domaines du maintien de l'ordre que de la police judiciaire. À ce titre, le Centre de perfectionnement de la police judiciaire (CPPJ) est par exemple le seul centre en Afrique qui forme des enquêteurs susceptibles d'agir sous mandat de la justice pénale internationale.

Centre de perfectionnement de la police judiciaire (CPPJ) – Porto-Novo (Bénin)

Implanté en 1999 au sein de l'enceinte de l'École de formation de la gendarmerie béninoise à Porto-Novo, le Centre de perfectionnement de la police judiciaire a pour objectif d'assurer des formations de haut niveau dans le domaine de la police judiciaire à des gendarmes, gradés et officiers, à des policiers, inspecteurs et commissaires et à des magistrats militaires, issus de plus d'une vingtaine de pays africains, en majorité francophones. Cet enseignement de qualité lui permet de jouir d'une incontestable réputation. Il est considéré comme un pôle d'excellence dans le domaine judiciaire contribuant ainsi au rayonnement du pays hôte, le Bénin. La notoriété du Centre lui vaut aussi d'intervenir ponctuellement au profit de la gendarmerie béninoise à titre de conseiller technique lors de constatations liées à des affaires criminelles importantes.

CPPJ - Porto-Novo (Bénin)

CPPJ - Porto-Novo (Bénin)

INTERNAL SECURITY TRAINING

Training in homeland security is jointly conducted by police, gendarmerie, justice and customs. It covers both the areas of law enforcement and criminal investigation. As such, the CPPJ is the only centre in Africa that trains investigators who may act under international criminal justice mandate.

Judicial Police Training Centre (CPPJ) – Porto-Novo (Benin)

Established in 1999 within the premises of the Benin Gendarmerie Training School of Porto-Novo, the CPPJ provides high-level criminal investigation training to gendarmes, police officers, inspectors, commissioners and military magistrates, from more than twenty mainly francophone African countries. Its reputation is firmly established thanks to the quality of its education. It is considered as a pole of excellence in legal field and it contributes to the influence of Benin, the host country. Thanks to this reputation, the centre occasionally contributes as a technical advisor in important criminal cases handled by the Beninese police.

CPTMO - Awaé (Cameroun)

Centre de perfectionnement aux techniques de maintien de l'ordre (CPTMO) – Awaé (Cameroun)

Le Centre de perfectionnement aux techniques de maintien de l'ordre d'Awaé au Cameroun est un pôle d'excellence dans le domaine de l'ordre public. Créé en 2001, il forme des stagiaires issus de d'une vingtaine de pays africains. Sa mission est la formation, le recyclage et le perfectionnement du personnel officier et non officier de la gendarmerie dans le domaine du maintien de l'ordre, ainsi que la satisfaction en ce domaine des besoins spécifiques des pays africains sur la base de conventions ou d'accords particuliers. Le Centre organise deux types de stages : le stage de perfectionnement au commandement d'une unité de gendarmerie mobile en situation de trouble à l'ordre public et le stage de formation des équipes légères d'intervention (ELI). Le CPTMO est également le pilier central de l'École internationale des forces de sécurité (EIFORCES) en cours de constitution, implantée sur le même site. Cette École se fixe pour ambition de former et de perfectionner les unités de polices constituées devant participer à des OMP sur le continent africain.

Sur une centaine de places proposées chaque année par le CPTMO, un tiers est destiné au Cameroun. À terme, l'EIFORCES sera en mesure de former près de 1 000 stagiaires par an.

Cours d'application des officiers de gendarmerie (CAOG) – Ouakam (Sénégal)

Créé en 2007 à Ouakam au Sénégal, le Cours d'application des officiers de gendarmerie répond aux besoins des gendarmeries africaines, en formant des officiers élèves dans le domaine du maintien de l'ordre et de la sécurité publique générale. Volonté affirmée du Sénégal de disposer d'une capacité de formation professionnelle de haut niveau pour l'encadrement supérieur des gendarmeries francophones du continent, le CAOG a pour ambition de former des commandants de peloton et d'escadron de gendarmerie mobile, et des adjoints au commandant de compagnie de gendarmerie territoriale.

Le CAOG propose une cinquantaine de places chaque année à plus d'une dizaine de pays africains.

Law Enforcement Training Centre – Awaé (Cameroon)

The CPTMO of Awaé in Cameroon is a centre of excellence in the field of law enforcement and public order. Established in 2001, it forms trainees from more than twenty African countries. Its mission consists in training, refresher courses and further training of gendarmerie officers and non-officers in the field of public order. It must also meet some African countries' specific needs in this area on the basis of international MoUs or of special agreements. The Centre organizes two types of courses: the advanced course on command of a unit of riot police in public disorder situations and the training course for small response teams. CPTMO is the central pillar of the International School of the security forces (EIFORCES) which is being set up and located in the same place. The school aims to train and develop the formed police units to participate in peacekeeping operations in Africa.

About hundred places are available each year, a third for Cameroon. In the long run, the EIFORCES will be able to train about 1,000 students per year.

CAOG - Ouakam (Sénégal)

Gendarmerie Officers Training Course (CAOG) – Ouakam (Senegal)

Created in 2007 in Ouakam, Senegal, the CAOG (Gendarmerie officers training course) meets the needs of African gendarmes, training student officers in the field of maintenance of order and of general public security. This school is based on a genuine will of Senegal to have high-level training capacity for senior management of the continent' francophone gendarmeries. The CAOG aims to train platoon commanders and squad mobile gendarmerie, and deputy company commander of territorial gendarmerie.

The CAOG offers fifty places every year to more than ten African countries.

LA FORMATION AUX OPÉRATIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX

Le Bénin et le Mali participent, en étroite collaboration avec la DCSD, à la mise sur pied d'une capacité africaine francophone pour les opérations de maintien de la paix (OMP) en dispensant un savoir-faire spécifique dans leurs ENVR. Du fait de l'engagement croissant des pays africains dans les opérations de paix et de sécurité, la demande de formation augmente en effet considérablement.

Centre de perfectionnement aux actions post-conflictuelles de déminage et de dépollution (CPADD) – Ouidah (Bénin)

Inauguré le 25 avril 2003, le Centre de perfectionnement aux actions post-conflictuelles de déminage et de dépollution situé à Ouidah au Bénin a pour vocation de former des hommes et des femmes dans le domaine du déminage civil et militaire. Au cours des dernières années, de nombreux pays ou organisations internationales ont souhaité participer au fonctionnement de ce centre aux côtés du Bénin et de la France, notamment le Canada, la Belgique, l'OIF, le Japon et le Brésil. Le Centre a acquis une réelle dimension internationale concrétisée entre autres par l'évolution de ses statuts, l'engagement de nouveaux partenaires et surtout l'adhésion aux projets de nombreux acteurs incontournables de la lutte contre les mines dans le monde.

Le Centre dispense une vingtaine de formations différenciées d'une à dix semaines, dont certaines en langue anglaise et portugaise, et dispose d'une centaine de places chaque année, sans compter les stages destinés aux ONG et organisations internationales (CICR, MAG, HI…). Près d'une vingtaine de pays envoient chaque année des stagiaires dans cette école.

PEACEKEEPING OPERATIONS TRAINING

Benin and Mali are involved in close collaboration with the DCSD in the establishment of a francophone African capacity for peacekeeping operations (PKO) by providing a specific expertise in their ENVR. Because of the growing commitment of African countries in peacekeeping and security operations, the demand for training has indeed increased considerably.

Mine Action And Depollution Training centre (CPADD) – Ouidah (Benin)

Opened on April 25th, 2003, the CPADD of Ouidah in Benin aims to train instructors in the field of civil and military mine clearance. In recent years, many countries or international organizations including Canada, Belgium, OIF, Japan and Brazil wished to participate in the running of the centre along the Benin and France. The centre has acquired a real international dimension materialised among other changes by its statutes, the commitment of new partners and especially the support to project of many key players in the fight against mines in the world.

The Centre provides about 20 different training courses from one to ten weeks, some in English and Portuguese and proposes a hundred places each year, besides courses for NGOs and international organizations (ICRC, MAG HI ...). Almost twenty countries send students every year in this school.

CPADD - Ouidah (Bénin)

MALI

L'ÉCOLE DE MAINTIEN DE LA PAIX (EMP) DE BAMAKO : UN CAS PARTICULIER

Héritière de l'École de maintien de la paix de Zambakro en Côte d'Ivoire (ouverte en août 1999 et fermée en septembre 2002), l'EMP est installée depuis 2007 à Bamako, après avoir été située à Koulikoro à partir de 2003. Elle a a pour mission de contribuer au renforcement des capacités des États africains en matière de soutien à la paix, et à la mise en place de la brigade ouest de la Force africaine en attente (FAA). ENVR à sa création, elle est désormais sous statut international.

L'École de maintien de la paix est un établissement malien mais fonctionnant grâce à des contributions internationales (financements et appui technique de coopérants). Elle dispose d'un statut original – école internationale avec un conseil d'administration, ce qui la distingue des autres ENVR. Ainsi, six pays (Allemagne, Canada, États-Unis, Japon, Pays-Bas et Suisse) sont associés à ce projet, et ont rejoint le Mali et la France, initiateurs du projet, pour participer à sa construction, son équipement et son fonctionnement.

Dans un souci de cohérence, une filière unique de formation au maintien de la paix en Afrique de l'Ouest a été instaurée, en liaison avec le centre international Kofi-Annan de formation au maintien de la paix d'Accra (Ghana) dévolu à la formation du niveau opératif, et le *War College* d'Abuja (Nigeria) au niveau stratégique, quand l'EMP de Bamako dispense le niveau tactique. Ces trois écoles sont donc complémentaires et sont liées par un mémorandum de partenariat avec la CEDEAO.

Bien que de création récente, l'EMP bénéficie d'une notoriété continentale. Ainsi, elle forme des officiers aussi bien de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO, 44 %) que de la Communauté économique des États d'Afrique centrale (CEEAC, 32 %), de l'*Intergovernmental Authority on Development in Eastern Africa* (IGAD,15 %), de l'Union du Maghreb arabe (UMA, 4 %) et de la *Southern African Development Community* (SADC, 5 %).

De plus, l'EMP a noué des partenariats avec des écoles étrangères. Elle a ainsi envoyé des instructeurs en 2010 à l'école d'Oudong, au Cambodge, pour un stage d'état-major. Quatorze des quarante-deux stages organisés en 2011 se sont déroulés en dehors de l'EMP, dont neuf à l'étranger. Des partenariats ont également été noués avec le Centre Pearson et l'*African Civilian Standby Roster for Humanitarian and Peace Building Missions* (AFDEM), l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) et le réseau francophone de recherche sur les opérations de paix (ROP), pour l'organisation de certaines formations.

Selon l'auditoire, les cours sont dispensés en français ou en anglais. Une ouverture à la lusophonie est envisagée. Cette diversité constitue un véritable facteur d'intégration régionale et continentale.

FOCUS

Exemples de cours dispensés par l'EMP : stages officier d'état-major, observateur militaire, logistique onusienne, policier des Nations unies, actions civilo-militaires, démobilisation-désarmement-réintégration, consolidation de la paix, réforme du secteur de la sécurité, formation de formateurs.

Examples of courses proposed by the EMP: staff officer training, military observers, UN logistics, UN police, civil-military actions, demobilisation-disarmament-reintegration, peace-building, reform of security sector, training of trainers.

EMP - Bamako (Mali)

EMP - Bamako (Mali)

PEACEKEEPING SCHOOL (EMP) OF BAMAKO: A SPECIFIC CASE

Heir of the Peacekeeping School of Zambakro in Cote d'Ivoire (opened in August 1999 and closed in September 2002), the EMP is installed since 2007 in Bamako, after being located in Koulikoro from 2003. Its mission is to help to strengthen capacities of African countries in support of peace, and the establishment of the West brigade of the African Standby Force (ASF). ENVR, it is under international status from its inception.

The EMP is a Malian institution, but depends on international contributions (funding and technical support from cooperation projects). It has an original status - international school with a board, which distinguishes it from other ENVRs. Thus, six countries (Germany, Canada, USA, Japan, Netherlands and Switzerland) are associated with this project, and joined Mali and France, the project sponsors, to participate in its construction, equipment and running.

For the sake of consistency, a single chain of peacekeeping training in West Africa has been established in conjunction with Kofi Annan International Peace Keeping Training Centre (KAIPTC) in Accra (Ghana) dedicated to training at the operational level, and with the National War College Abuja (Nigeria) dedicated to the strategic level, when the Bamako Peacekeeping Centre provides courses at the tactical level. These three schools are complementary and are bound by a memorandum of partnership with ECOWAS.

Although recently established, the EMP has an already continental reputation. It trains officers from both the Economic Community of West African States (ECOWAS, 44%), the Economic Community of Central African States (ECCAS, 32%), the Intergovernmental Authority on Development in Eastern Africa (IGAD, 15%), the Arab Maghreb Union (AMU, 4%) and the Southern African Development Community (SADC, 5%).

The EMP has also established partnerships with foreign schools. It has sent instructors in 2010 at the School of Oudong, Cambodia, for staff training. 14 of the 42 courses held in 2011 took place outside the EMP, including 9 overseas. Partnerships have also been established with the Pearson Peacekeeping Centre and AFDEM (African Civilian Stand By Roster for Humanitarian and Peace Building Missions), the International Organization of Francophonie (OIF) and the Francophone Research Network on Peace Operations (ROP) for the organization of some training courses.

According to the audience, the courses are held in French or in English. A widening for Lusophone trainees is planned. This diversity is a real factor of regional and continental integration.

LES NOUVEAUX PARTENARIATS

Vecteur d'intégration régionale, au service du renforcement des capacités de soutien à la paix, les écoles nationales à vocation régionale (ENVR) suscitent, à juste titre, l'intérêt de la communauté internationale. Les inclure dans des processus internationaux assied leur légitimité, valorise leur action et contribue à leur pérennisation.

Les ENVR : de l'ouverture multinationale…

Le réseau des ENVR a suscité l'intérêt d'autres pays occidentaux qui sont aussi partenaires traditionnels de l'Afrique. Cela a notamment permis à certaines de ces ENVR de pouvoir bénéficier d'un soutien (humain et financier) de la part de ces pays. À terme, ce type de coopération multinationale est essentiel pour le développement du réseau des ENVR.

L'ouverture des ENVR à de nouveaux pays partenaires a été initiée sur des projets phares. Elle a été permise par la convergence d'intérêts mise en évidence lors de contacts bilatéraux, notamment avec le Japon, le Canada et le Brésil.

– La première école bénéficiaire a été l'École de maintien de la Paix (EMP) de Bamako qui, grâce à l'implication d'une dizaine de pays partenaires et de la CEDEAO, a pu s'installer dans de nouveaux locaux en 2007 et dispenser des formations de plus en plus variées et bilingues, au profit de stagiaires originaires de la CEDEAO et même de l'ensemble du continent.

– Le Centre de perfectionnement aux actions post-conflictuelles de déminage et de dépollution (CPADD) de Ouidah, au Bénin, soutenu par la Belgique, par la Suisse (par le biais du Centre international de déminage humanitaire de Genève) et par l'Organisation internationale de la francophonie (OIF), bénéficie aussi de l'implication récente du Japon, du Brésil et du Canada, ce qui a permis de doubler ses capacités et de dispenser des modules lusophones.

– Le projet d'École internationale des forces de sécurité (EIFORCES) au Cameroun, en cours d'élaboration, est conçu d'emblée dans une perspective multinationale.

CPADD - Ouidah (Bénin)

…à la multilatéralisation

La consolidation de l'Architecture africaine de paix et de sécurité (AAPS), la montée en puissance de la Force africaine en attente (FAA) et de ses composantes régionales ainsi que le renforcement des capacités africaines à participer à des OMP sur le continent sont au cœur du volet « paix et sécurité » du partenariat de Lisbonne et une priorité des Nations unies. Certaines ENVR apportent une réponse concrète à cet ensemble de besoins.

C'est dans ce contexte que l'Union européenne a lancé une étude visant à mettre en adéquation l'offre et la demande en matière de formation, à identifier les lacunes éventuelles et à évaluer précisément les besoins liés à l'opérationnalisation de l'AAPS. Les conclusions des experts ont été particulièrement favorables à de nombreuses ENVR. Elles ont relevé l'excellente qualité des enseignements dispensés dans ces centres ainsi que la pertinence des enseignements spécialisés au regard des besoins des OMP. Elles encouragent certaines écoles à adapter leur statut administratif afin de pouvoir bénéficier des subsides européens. La mise en œuvre de ces recommandations est en cours. Une dizaine de centres soutenus par la France sont éligibles aux financements européens.

CPPJ - Porto-Novo (Bénin)

Dans cette optique de mutualisation, trois axes d'efforts ont été développés au sein des ENVR :
– le développement des relations avec le service de la formation intégrée du DOMP afin d'adapter en permanence la formation aux défis du maintien de la paix et d'obtenir la certification des formations ;
– le renforcement des liens entre tous les continents, à l'instar des actions de coopération mises en place avec le soutien de l'OIF entre l'EMP de Bamako et le centre de formation d'Oudong l'an dernier et l'École d'application des officiers de la gendarmerie roumaine de Rosu en 2011 ;
– la mise en réseau de tous les centres de formation au maintien de la paix, gage d'une meilleure efficacité.

EEML - Libreville (Gabon)

NEW PARTNERSHIPS

Means of regional integration, working for peacekeeping capacity building, regionally-oriented national schools rightly arouse the interest of the international community. Including them into European and UN processes establishes their legitimacy, values their work and contributes to their sustainability.

The ENVR: from the multinational opening...

The network of ENVR has attracted interest from other Western countries that are traditional partners of Africa. This has enabled some ENVRs to benefit from support (financial and human) from those countries. Later on, this type of multinational cooperation would become essential for the development of the ENVR network.

The opening of ENVR to new partner countries was initiated on flagship projects. It was made possible by the convergence of interests highlighted in bilateral contacts, especially with Japan, Canada and Brazil.

– The first beneficiary school was the Peacekeeping School (EMP) in Bamako. With the involvement of ten partner countries of ECOWAS, it was opened in new premises in 2007 and provides more and more diverse and bilingual trainings to students from ECOWAS and even from the whole continent.

– The Mine Action and Depollution Training Centre (CPADD) of Ouidah, Benin, supported by Belgium, Switzerland (through the International Centre for Humanitarian Demining) and the International Organization of Francophonie (OIF), also benefits from the recent involvement of Japan, Brazil and Canada, which allows to double its capacity and deliver Lusophone modules.

– The project of International School of Security Forces (EIFORCES) in Cameroon, under development, is built with a multinational perspective.

CPPJ - Porto-Novo (Bénin)

CPADD - Ouidah (Bénin)

... to the multilateral

The strengthening of the African Peace and Security Architecture (APSA), the rise of the African Standby Force (ASF) and its regional components and the reinforcement of African capacities to participate in peacekeeping operations in Africa are the heart of the "peace and security" component of the Lisbon Partnership and priority of the United Nations. Some ENVRs provide a concrete answer to this set of needs.

In this context the European Union launched a study to match supply and demand for training, to identify gaps and to accurately assess needs related to the operationalization of the APSA. The experts' conclusions were particularly favourable to some ENVRs. They noted the excellent quality of teaching in these centres and the relevance of specialised courses to the needs of PKOs. They encouraged some schools to adapt their administrative status in order to benefit from EU subsidies. The implementation of these recommendations is ongoing. 10 centres supported by France are eligible to European funding.

Aiming at mutualisation, three lines of work were developed in ENVRs:
– Developing relationships with DPKO integrated training service (ITS) to continuously adapt training to the challenges of peacekeeping and certification training;
– Strengthening the links between all continents, such as cooperation activities implemented with the support of OIF between the EMP Bamako and the Oudong Training Centre last year and the Romanian gendarmerie officers' school in Rosu in 2011;
– Finally, the networking between all the peacekeeping training centres guarantee of greater efficiency.

EGT - Brazzaville (Congo)

EASSML - Libreville (Gabon)

LE PARTENARIAT AFRIQUE –UNION EUROPÉENNE ET LA FACILITÉ DE SOUTIEN POUR LA PAIX EN AFRIQUE (FPA)

Une des priorités du partenariat Afrique-Union européenne est l'opérationnalisation de l'Architecture africaine de paix et de sécurité (AAPS) avec notamment la montée en puissance de la Force africaine en attente (FAA).

La Facilité de soutien pour la paix en Afrique (FPA) est un instrument financier du Fonds européen de développement (FED) qui permet à l'Union africaine et aux organisations sous-régionales d'atteindre les objectifs fixés dans le plan d'action agréé entre l'Union européenne et l'Union africaine. Deux domaines d'intervention privilégiés sont :

– le soutien aux opérations africaines de soutien à la paix, principalement Micopax (République centrafricaine) et Amisom (Somalie) ;

– le renforcement des capacités de l'Union africaine et des sous-régions, en matière de prévention, gestion, résolution des crises. Notre soutien permet de renforcer les structures africaines, tant dans le domaine des ressources humaines que de l'équipement, et de la formation.

À titre d'exemple, l'l'Union européenne est sur le point de finaliser avec l'Union africaine un programme de soutien aux centres de formation régionaux qui contribuent à la montée en puissance des FAA.

Ce programme, doté de 11,4 millions d'euros, sera mis en œuvre de 2012 à 2014. Le soutien financier sera alloué aux organisations sous-régionales qui pourront ainsi soutenir leurs capacités de formation, parmi lesquelles figurent dix ENVR soutenues par la DCSD.

THE AFRICA-EU PARTNERSHIP AND SUPPORT FACILITY FOR PEACE IN AFRICA

One of the priorities of the Africa-EU partnership is the operationalization of the APSA including the rise of the African Standby Force (ASF).

The Facility for Peace in Africa (FPA) is a financial instrument of the EDF (European Development Fund) which allows the African Union and sub-regional organizations to achieve the action plan objectives approved by both the EU and the AU. The two areas of focus are:
– supporting to the African peacekeeping operations, mainly MICOPAX (Central African Republic) and AMISOM (Somalia);
– the capacity building of the African Union (AU) and sub-regions, in the prevention, management and resolution of crisis. French support helps to strengthen African structures, both in the field of human resources and equipment or training.

For example, the EU is about to finalize a program with the AU to support regional training centres that contribute to the rise of the ASF.

This program, with 11.4 million Euros, will be implemented from 2012 to 2014. Funding support will be allocated to sub-regional organizations that can support their training capacities, which include ten ENVR supported by the DCSD.

VERS LA CRÉATION D'UNE ENVR PROTECTION CIVILE AU BURKINA FASO

Les autorités du Burkina Faso souhaitent aujourd'hui renforcer la formation des cadres sapeurs-pompiers de la sous-région et élargir le champ des capacités de l'École nationale des sapeurs-pompiers (ENASAP) de Bobo Dioulasso avec la création d'un centre de formation de haut niveau. Il s'agirait de procurer un degré de connaissance et de compétences élevé aux cadres africains œuvrant en protection civile, notamment dans le domaine de la gestion des risques propres aux pays de la sous-région, qu'ils soient d'origine naturelle ou liés à l'activité humaine.

L'objectif est donc de compléter l'école existante (ENASAP) avec la création d'une ENVR où serait dispensé un enseignement de niveau cadre. Ce centre à vocation technique formerait, avec le soutien de la France et en collaboration avec les partenaires internationaux de la gestion des risques et des catastrophes, à une approche globale et adaptée de la couverture des risques, passant par les étapes de prévision, de prévention et de préparation opérationnelle.

Cette structure serait localisée à Ouagadougou pour bénéficier des infrastructures de desserte proposées par la capitale du Burkina Faso

---

TOWARDS THE CREATION OF A CIVIL PROTECTION ENVR IN BURKINA FASO

The authorities of Burkina Faso wish to strengthen the training of firemen senior of the sub-region and broaden capacity of the National School of Firemen (ENASAP) in Bobo Dioulasso with the creation of a high-level training centre. This would provide a high degree of expertise to African senior executives in management of sub-region countries specific risks, being natural or related to human activities.

The aim is to complement the existing school (ENASAP) with the creation of an ENVR that would provide high-level training. This technically-oriented centre would give a comprehensive and appropriate approach of risk management, through the stages of preparation, prevention and operational readiness. It would be supported by France in cooperation with international partners in the management of risks and disasters.

This structure would be located in Ouagadougou to benefit from infrastructure service offered by the capital of Burkina Faso.

ENASAP - Bobo Dioulasso (Burkina Faso)

ACTIONS DE LA DCSD EN AMÉRIQUE LATINE

Du 21 au 25 novembre 2011, le directeur adjoint de la coopération de sécurité et de défense, M. Thierry Vankerk-Hoven, s'est rendu dans le cône sud de l'Amérique latine afin de rencontrer les autorités argentines et chiliennes au sujet des actions de coopération sur les volets sécurité et défense. La volonté d'engagement mutuel en la matière a ainsi pu être confirmée.

La coopération structurelle régionale en matière de sécurité et de défense est très active dans le cône sud de l'Amérique latine et touche de nombreux domaines : maintien de la paix, formation des élites militaires, enseignement du français, renforcement des capacités d'action des forces de sécurité, notamment en matière de lutte contre le trafic de drogue et l'immigration irrégulière… Cette visite a permis de confirmer l'importance de ces nombreuses actions et de mettre en lumière des perspectives de partenariat dans de nouveaux domaines tels que la sécurité maritime ou encore la protection civile, deux thèmes qui se trouvent aujourd'hui au cœur des priorités de la DCSD.

Dans le domaine de la défense, l'un des premiers axes de coopération avec l'Argentine et le Chili demeure ainsi la formation aux opérations de maintien de la paix. Cette visite a alors permis de confirmer l'importance de la poursuite de nos actions en la matière, notamment grâce à la valeur ajoutée apportée par la présence de notre coopérant régional en Argentine au sein du CAECOPAZ et par ses nombreux déplacements au centre de maintien de la paix du Chili (CECOPAC).

Dans le cadre de la coopération sud/sud, les questions liées à la sécurité maritime ont suscité un vif intérêt de la part des interlocuteurs argentins et chiliens. La participation d'un officier chilien à la formation dispensée au sein de l'École navale de Bata, en Guinée Équatoriale a été évoquée et pourrait constituer une étape majeure dans le développement d'une coopération triangulaire (Amérique latine, Europe, Afrique).

Par ailleurs, le thème de la gestion des risques est devenu très sensible au Chili depuis le séisme et le raz-de-marée survenu le 27 février 2010. Cet événement a mis en lumière la nécessité accrue de coordonner les actions des ministères de la Défense et de l'Intérieur et la volonté de développer une coopération internationale, notamment avec la France. Dans ce contexte, la visite du directeur adjoint a permis de dégager des perspectives concrètes de coopération dans le domaine de la protection civile.

DCSD ACTIONS IN LATIN AMERICA

From 21 to 25 November 2011, M. Thierry Vankerk-Hoven, deputy director of the DCSD, visited the southern cone of Latin America. He met the Argentinean and Chilean authorities to evoke the actions of cooperation on security and defence. These visits confirmed the willingness of mutual commitment in these areas.

Regional structural cooperation in security and defence is very active in the Southern Cone of Latin America: peacekeeping, training of military elites, French language teaching, capacity building of security forces, especially in the fight against drug trafficking and illegal immigration ... The visit confirmed the importance of these many actions and highlighted partnership opportunities in new areas such as maritime security or civil protection, two themes that are the heart of the DCSD priorities.

In the field of defence, one of the first areas of cooperation with Argentina and Chile remains the peacekeeping training. The visit confirmed the importance of our work in this area. Our regional seconded officer in Argentina provides a real value through its presence in the CAECOPAZ and his many travels to the Chilean centre of peacekeeping (CECOPAC).

Within the framework of South / South cooperation, issues related to maritime security really interested Argentinean and Chilean counterparts. The participation of a Chilean officer as a trainer at the Bata Naval Academy (Equatorial Guinea) had been mentioned and could be a major step in the development of triangular cooperation (Latin America, Europe, Africa).

Moreover, the theme of natural hazard management has become very sensitive in Chile since the earthquake and tidal wave that occurred on February 27th, 2010. This event highlighted the increased need to coordinate the ministries of Defence and Interior and the Chilean desire to enhance international cooperation, particularly with France. In this context, the visit of the deputy director has identified concrete prospects of cooperation in the field of civil protection.

UN NOUVEAU PROJET D'APPUI À LA SÛRETÉ DE L'AVIATION CIVILE EN AFRIQUE

L'amélioration du niveau de sûreté des aéroports constitue aujourd'hui un objectif prioritaire face à la montée en puissance des phénomènes terroristes sur le continent africain et des actes illicites concernant le transport aérien. La France a donc décidé de financer un vaste projet d'Appui à la sûreté de l'aviation civile en Afrique (ASACA) en partenariat avec vingt pays africains et plusieurs organisations internationales. La coordination de ce projet a été confiée à la DCSD.

Un projet à fort impact régional

Doté d'un Fond de solidarité prioritaire (FSP) d'un million d'euros, ce projet, lancé en avril 2011, a pour objectif de renforcer les capacités des États bénéficiaires en matière de sureté de l'aviation civile et de prévention des actes terroristes contre le transport aérien :
– en les dotant des cadres législatifs et réglementaires préconisés par l'Organisation de l'aviation civile internationale ;
– en améliorant le niveau de formation du personnel sur les plateformes aéroportuaires et en mettant à la disposition des pays un vivier d'instructeurs spécialisés chargés de démultiplier l'effort entrepris ;
– en favorisant la mise en place d'une culture de supervision de la sûreté et de contrôle de la qualité.

Le projet a reçu l'adhésion des agences et directions des aviations civiles des États concernés et le soutien des organisations internationales en charge du transport aérien sur le continent : la Commission africaine pour l'aviation civile (CAFAC), le Bureau régional de l'organisation de l'aviation civile internationale (OACI Dakar), l'Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar (ASECNA), l'Union économique et monétaire de l'Ouest africain (UEMOA).

La mise en œuvre du projet, coordonnée au plan régional par la cellule régionale d'assistance à la sûreté de l'aviation civile (CRASAC) et au niveau central par la DCSD, s'appuie localement sur le réseau existant des conseillers sûreté immigration (CSI) et des services de sécurité intérieure français.

Un transfert d'expertise efficace

Le transfert d'expertise, qui est la finalité ultime du projet, se décline en programmes de formation établis en concertation avec les instances internationales en charge de l'aviation civile sur le continent, et les autorités nationales de l'aviation civile. La plupart des actions de formation sont organisées dans les pays bénéficiaires. Certaines ont pour cadre le plan régional et toutes mobilisent des experts internationaux, tous certifiés OACI et principalement issus du continent africain.

Les cinquante-huit actions de ce programme menées en 2011 auront d'ores et déjà permis de former 821 personnes impliquées dans le domaine de la sûreté dans les vingt pays bénéficiaires d'ASACA.

Grâce à ce projet qui s'étalera jusqu'en 2013, la France s'affirme comme un solide partenaire dans le domaine de la sûreté aéroportuaire et son action est saluée par les plus hautes instances de l'aviation civile africaine.

Les résultats attendus en fin de projet visent au renforcement du niveau de la sûreté sur les aéroports africains, à la prévention des actes terroristes contre le transport aérien, à l'adoption par les États des instruments juridiques faisant défaut, à l'amélioration des connaissances professionnelles des acteurs de la sûreté, au renforcement de l'autonomie des États en matière de gestion de leurs ressources humaines et à la mise en place d'une culture de contrôle de la qualité.

A NEW PROJECT IN ASSISTANCE WITH THE SAFETY OF THE CIVIL AVIATION IN AFRICA

Airport security is now a top priority facing the rise of terrorist events in Africa and illicit acts against air transport. France has therefore decided to fund a major cooperation project focused on the safety of the civil aviation in Africa (CCSA) in partnership with 20 African countries and several international organizations and centrally coordinated by the DCSD.

A project with a strong regional impact

With a Priority Solidarity Fund (FSP) of €1 million, the project, launched in April 2011, aims to strengthen the capacity of recipient countries for safety of civil aviation and prevention of terrorist attack against air transport:

– by providing them with the law and regulation frameworks recommended by the International Civil Aviation Organization;

– by improving the training level of airport staff and by making available a pool of specialized instructors;

– by promoting the development of a culture of security supervision and quality control.

The project received the support of agencies or branches of the civil aviation authorities from the concerned States and the support of international organizations in charge of air transport on the continent: the African Commission for Civil Aviation (AFCAC), the regional office of the International Civil Aviation Organization (ICAO), the Agency for the Security of Aviation in Africa and Madagascar (ASECNA), the Economic and Monetary Union of West Africa (UEMOA).

The implementation of the project, coordinated at the regional level by the regional assistance unit to the safety of civil aviation (CRASAC) and at central level by the DCSD, is locally based on the existing network of security immigration consultants (CSI) and on the French interior security services.

An effective transfer of expertise

The transfer of expertise, which is the ultimate purpose of the project, is focused on the training programs established with the international authorities in charge of civil aviation security on the continent, and with the national authorities of civil aviation. Most trainings are organized in the recipient countries. Some are set in a regional framework but all of them mobilize international experts, who are ICAO certified and mainly native at the African continent.

The 58 actions of the program conducted in 2011 have already trained 821 people involved in the field of security in the 20 recipient countries.

Through this project, which will run until 2013, France appears as an essential partner in airport security and its action is saluted by the highest authorities of African civil aviation.

Expected results at the end of the project are the strengthening of the level of airport security in Africa, the prevention of terrorist attack against air transportation, to obtain adoption of lacking legislative instruments by recipient countries, the improvement of professional knowledge for security staff, the reinforcement of the autonomy of states in managing their human resources and eventually, the development of a culture of quality control.

LA POLITIQUE DE COOPÉRATION « SÉCURITÉ ET DÉFENSE » EN 2012 : ENTRE CONTRAINTE BUDGÉTAIRE ET OUVERTURE

La coopération de sécurité et de défense est un outil stratégique au service de la politique d'influence de la France. Depuis la réforme de 2009, cette coopération structurelle s'inscrit dans le cadre d'une approche globale des questions de sécurité et dans un environnement multilatéral fortement concurrentiel et très fluctuant.

En 2012, cette coopération est marquée par un contexte international, politique et budgétaire, spécifique. Dotée d'un budget d'intervention de 32,1 M d'euros et de 350 coopérants défense et sécurité intérieure, notre action, en plus de nos engagements traditionnels, doit absorber les conséquences exceptionnelles du Printemps Arabe de 2011, consolider des transitions démocratiques (Afghanistan, Côte d'Ivoire, Guinée et Niger), et poursuivre la lutte contre les menaces transversales (terrorisme, piraterie maritime et trafic de drogues notamment).

Ordonner les priorités, maximiser notre influence et ouvrir de nouvelles voies de soutien politique et financier constituent les mots clés de l'année 2012. Au plan géographique, un effort est engagé sur les priorités politiques du moment, à savoir le soutien aux pays engagés dans la lutte contre le terrorisme (Sahel), aux nouvelles démocraties à conforter en Afrique de l'Ouest et en Afrique du Nord, et à la préparation de la transition en Afghanistan. Au plan thématique, le soutien logistique et l'aide directe sont diminués au profit de la formation (en ENVR et en France) et du conseil de haut niveau. Parallèlement, la protection civile et la sécurité maritime, éligibles aux financements extérieurs, constituent des dossiers prioritaires.

En termes de coordination, l'effort d'articulation entre coopérations opérationnelle et structurelle est poursuivi. En particulier, le principe de mise en place de pôles de coopération opérationnelle, qui se substituent aux troupes pour les phases de sortie de crise et s'articulent avec nos dispositifs de coopération structurelle, se révèle particulièrement intéressant (Côte d'Ivoire, Afghanistan, République centrafricaine). Une attention particulière est accordée à la coordination et à l'échange d'informations avec nos partenaires occidentaux et les organisations internationales (Union européenne, Nations unies), de plus en plus présents dans le secteur de la sécurité : le soutien politique et financier de ces partenaires internationaux demeure un gage d'ouverture sur l'avenir.

"SECURITY AND DEFENCE" COOPERATION POLICY IN 2012: BETWEEN BUDGETARY CONSTRAINT AND OPENING

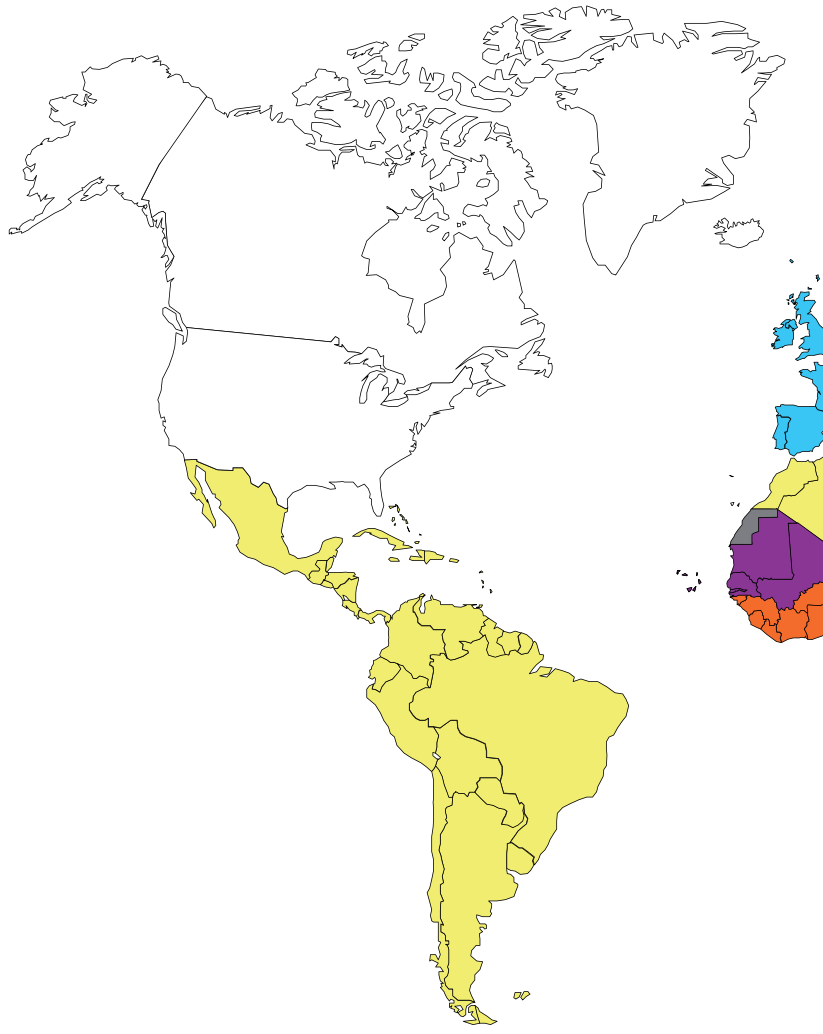
Security and defence cooperation is a strategic tool in the hand of French political influence. Since the 2009 reform, this structural cooperation is part of a comprehensive approach towards security issues in a highly competitive and very volatile multilateral environment.

In 2012, this cooperation is characterized by an exceptional international context, in terms of policy and budget. With an intervention budget of € 32.1 million and 348 seconded officers in security and defence field, our action, in addition to our traditional commitments, must absorb the consequences of the Arab Spring of 2011, consolidate some democratic transitions (Afghanistan, Côte d'Ivoire, Guinea and Niger), and continue to fight against various threats (terrorism, piracy and drug trafficking in particular).

Ordering priorities, maximizing our influence and opening up new avenues of political and financial support are the key words of 2012. Geographically, an effort is initiated on the moment political priorities, e.g. the support to countries engaged in the fight against terrorism (Sahel), to new democracies which must be strengthened in West and North Africa, and to the transition preparation in Afghanistan. Logistical support and direct assistance are reduced in favour of training (in ENVR and in France) and high-level advice. Meanwhile, civil protection and maritime security, both eligible for external funding, are considered as priorities.

In terms of coordination, the linking effort between operational and structural cooperation is pursued. In particular, the principle of setting up operational cooperation centres, which can substitute the troops during the phases of crisis resolution and is linked with our structural cooperation arrangements, is particularly interesting (Cote d'Ivoire, Afghanistan, Central African Republic). Particular attention is given to coordination and information sharing with our main western partners and international organizations (EU, UN), who are more and more present in the security sector: political and financial support of these international partners will guarantee a widening of our actions in the future.

VOS CONTACTS



Directeur de la Coopération de Sécurité et de Défense
Bruno CLÉMENT-BOLLÉE (GCA (T))
Tél 01.43.17.88.20

Directeur Adjoint
Thierry VANKERK-HOVEN
Tél 01.43.17.88.22

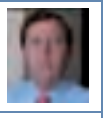
Secrétariat de la direction
Tél 01.43.17.94.24

CONSEILLERS DU DIRECTEUR

Expert sécurité intérieure du directeur
Pascal AUGRAIN (CD (P))
Tél 01.43.17.68.11

Expert gendarmerie du directeur
Jean-Michel BLAUDEZ (LCL (G))
Tél 01.43.17.65.45

Bureau Colloques et Accords
Luc SEROT ALMERAS
Tél 01.43.17.97.69



Bureau des Survols et Escales navales
Geneviève KONG-HERVE
Tél 01.43.17.87.50

BUREAU DES CHARGÉS DE MISSION

Contrôle de gestion
Jean-Albert MARION (CC (M))
Tél 01.43.17.83.75

Communication
Stéphanie PAYRAUDEAU (LV (M))
Tél 01.43.17.93.04

Prospective / Colloques et accords
Sébastien BERGEON (CNE (T))
Tél 01.43.17.99.32

MOYENS

Sous-directeur Moyens
Antoine LEROY (COL (T))
Tél 01.43.17.81.43

Chargé de mission auprès du directeur Bureau Juridique et Finances
Jean-Pierre EVEN (CRG (A))
Tél 01.43.17.97.80

Bureau Personnels
Guy LE FEBVRE de SAINT GERMAIN (LCL (T))
Tél 01.43.17.97.85

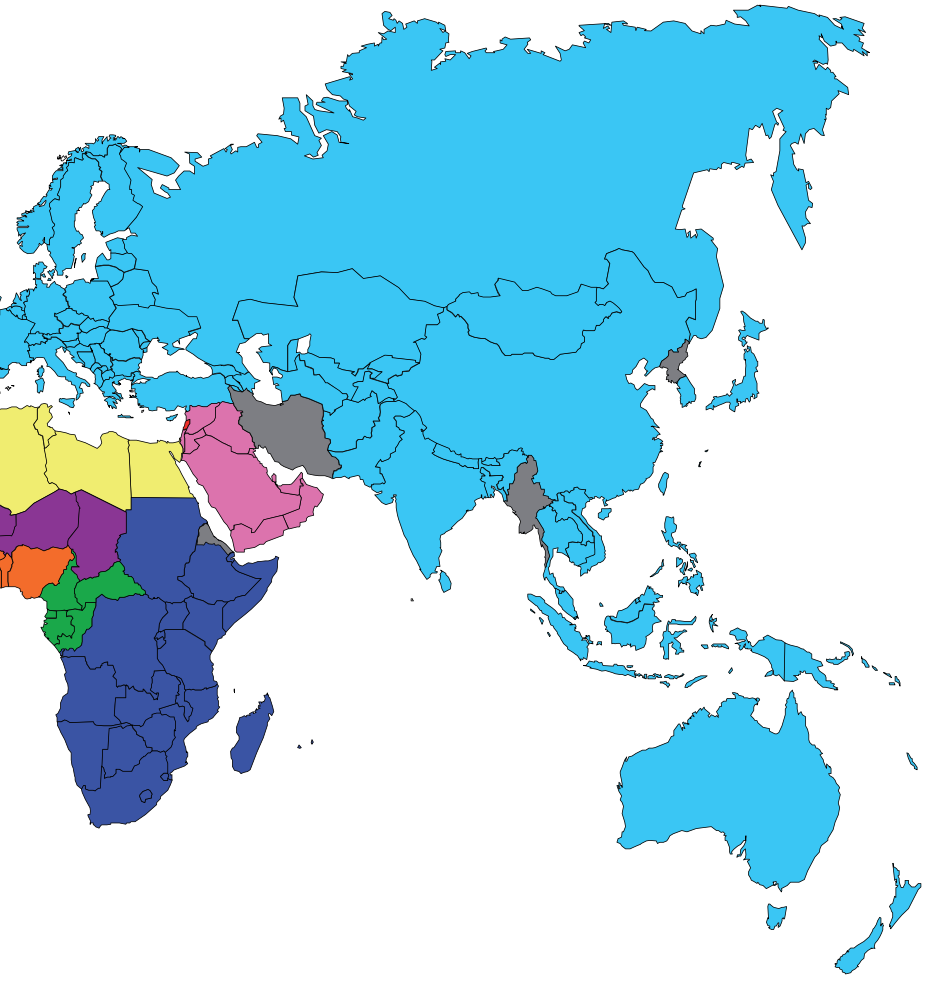
Bureau Formation et Stages
Christophe PARMENTIER (LCL (T))
Tél 01.43.17.81.34

Bureau Logistique
Frédéric DEVERRE (LCL (T))
Tél 01.43.17.81.90

DIRECTION DE LA COOPÉRATION DE SÉCURITÉ ET DE DÉFENSE

Adresse postale : 37 quai d'Orsay - 75700 Paris SP 07
Adresse géographique : 20, avenue de Ségur - 75007 Paris

Site internet :
www.diplomatie.gouv.fr/fr/cooperation-securite-defense



MONDE

Sous-direction Monde
Louis BLIN
Tél 01.43.17.94.22

Moyen-Orient, Levant
Bruno COMMARMOND (LCL (A))
Tél 01.43.17.88.85

Maghreb, Égypte, Amérique latine
Arnaud de PAMPELONNE (LCL (T))
Tél 01.43.17.83.20

Liban
Jean-Albert MARION (CC (M))
Tél 01.43.17.83.75

Europe, Asie centrale
François MESURE (LCL (A))
Tél 01.43.17.81.17

AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Sous-direction Afrique subsaharienne
Luc de REVEL (COL (T))
Tél 01.43.17.81.42

Autres pays Afrique Ouest CEDEAO
Hilaire COURAU (LCL (T))
Tél 01.43.17.88.32

Afrique centrale CEEAC
Christophe GIRIN (CF (M))
Tél 01.43.17.82.42

Afrique australe, de l'Est, COI, SADC, IGAD
Philippe HARISTOY (LCL (T))
Tél 01.43.17.93.86

Pays sahélo-sahariens,
André FLORET (LCL (G))
Tél 01.43.17.94.04

QUESTIONS MULTILATÉRALES ET SECTORIELLES

Sous-directrice Questions Multilatérales et Sectorielles
Laurence PAÏS
Tél 01.43.17.82.91

Expert sécurité intérieure / Coopération technique
Pascal AUGRAIN (CD (P))
Tél 01.43.17.68.11

Coopération technique / sécurité intérieure
Éric ABRAHAM (CDT (P))
Tél 01.43.17.68.20

Expert gendarmerie / EIFORCES / CPPJ
Jean-Michel BLAUDEZ (LCL (G))
Tél 01.43.17.65.45

Protection civile
Bruno ULLIAC (LCL (SC))
Tél 01.43.17.54.59

Soutien à la paix / EMP / Sécurité maritime
Eric de BEAUREGARD (CRC2 (M))
Tél 01.43.17.61.11

Partenariat UE-Afrique / Appui aux OR africaines
Michael LAKIN (LCL (T))
Tél 01.43.17.80.68

La revue « *Frères d'Armes* » change de nom et devient… « *Partenaires sécurité défense* »

En cohérence avec la réforme qui regroupe la coopération de défense, de police, de gendarmerie et de protection civile au sein d'une seule et même entité, la revue de liaison de la coopération de sécurité et de défense change logiquement de nom…

Avec une nouvelle maquette, un nouveau rythme de publication (trois numéros par an)… l'objectif est de prendre en compte désormais l'ensemble des actions de coopération structurelle d'ordre sécuritaire délivrées par les militaires des armées, les policiers, les gendarmes et les experts de la protection civile.